

AFC


Agriculture & Finance Consultants



Actus 2018

Solutions durables pour
**l'agriculture, l'agribusiness et le
développement du secteur
financier**

MEMBRE DU GOPA CONSULTING GROUP



AFC Agriculture and Finance Consultants GmbH (AFC, anciennement AFC Consultants International GmbH) est une société de conseil privée allemande spécialisée dans les projets agricoles, l'agribusiness et le développement financier dans les pays en voie de développement et en transition. Fondée en 1973, AFC Agriculture and Finance Consultants GmbH est devenue en 2007 membre du GOPA Consulting Group, le groupe allemand de sociétés de conseil le plus important dans le domaine de la coopération au développement.

Nos services, s'adressant à des organisations publiques et à des entreprises privées, couvrent l'ensemble des activités de la production primaire à la transformation et au marketing. Le portefeuille d'AFC comprend également le développement institutionnel d'organismes de microfinance et de banques afin de fournir des systèmes de crédit et d'épargne durables.



Sommaire

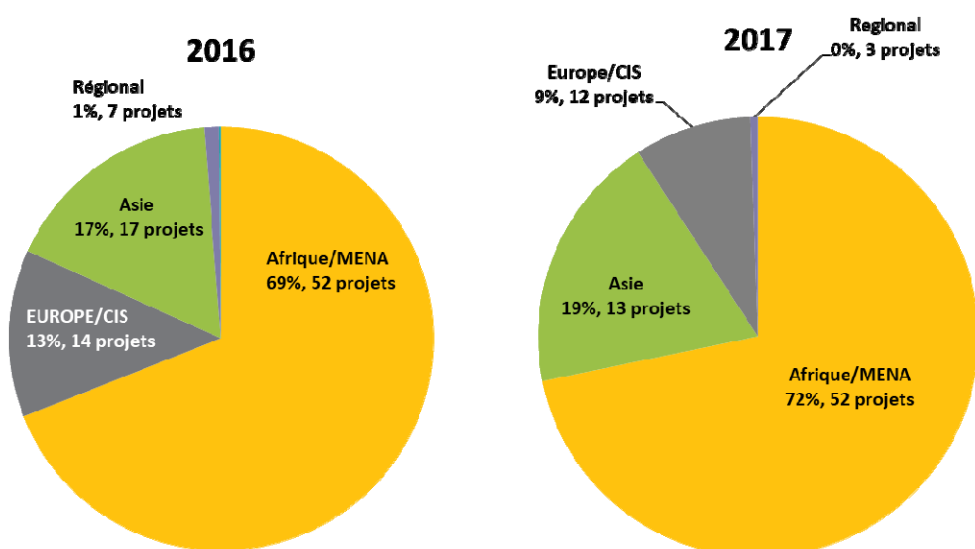
Editorial	4
GOPA Group Day 2018	6
2 ^{èmes} Journées de l'agri-réseautage	7
10 ^{èmes} Journées des experts financiers	7
Des solutions TIC pour appuyer les projets d'AFC	8
Nouvelle direction Afrique du GOPA Group Holding	9
Sortie d'entreprise AFC	9
Exploration des possibilités de coopération entre Bavaria-Saat et la filière malienne de la pomme de terre	10
Ukraine — Consolidation des relations commerciales avec l'UE	10
Les vergers de Moldavie	13
République kirghize — Prestation de services financiers à la Poste kirghize	13
Serbie — Assurance agricole	15
Ouganda — Amélioration de l'utilisation des données du système de référence de crédit	16
Ouganda — Promouvoir les investissements dans le respect de la biodiversité	18
Nigéria — Encourager le microcrédit pour les logements à faible coût	18
Mauritanie — Recherche appliquée et formation professionnelle dans un environnement agro-pastoral	19
Mali — Professionnalisation de la filière mangue	20
Madagascar — Assurance contre les risques climatiques, composante III	21
Madagascar — Fonds national de l'électricité	22
Sierra Leone — Rural Extension Services Ltd comme organisme de formation	23
Bénin et Zambie — Analyse du fonctionnement économique et formation en investissement pour exploitations agricoles	24
Bénin — Promotion de l'Agriculture, ProAgri III	25
Nigéria — Centre d'innovation verte	26
Algérie — Préparation de jeunes entrepreneurs à leurs futures exploitations	27
Niger — Sécurité alimentaire et nutritionnelle et développement agricole durable	28
Ghana — Diversification des variétés de mangues	28
Centre de formation et du savoir-faire agricole germano-zambien	29
Inde — Adhésion de producteurs agricoles au Centre d'innovation verte	31
Inde — Première planteuse de pommes de terre fabriquée localement	31
Thaïlande — Soutien aux communautés	32
Autorité palestinienne — Fonds d'assurance-dépôts	33
Le GOPA Group unifie son infrastructure informatique	34
Une partie du personnel d'AFC a emménagé dans de nouveaux bureaux	34
Nouveaux membres du personnel à notre siège	35
Projets d'AFC dans le monde	38
Nouveaux projets d'AFC dans le monde	39

Editorial

Actuellement, AFC Agriculture & Finance Consultants met en œuvre 85 projets dans 40 pays pour un chiffre d'affaires annuel de 24 millions d'euros. Notre contribution à la coopération au développement répond de manière significative à la réduction de la pauvreté, la création de revenus et la stabilisation des systèmes politiques dans les pays en voie de développement. Le département Agriculture d'AFC continue à fournir des services d'une grande qualité destinés à appuyer les chaînes de valeur agricoles et le développement rural afin de contribuer à l'augmentation des revenus. Des programmes d'éducation et de formation continue, ainsi que l'appui aux projets pour la jeunesse, revêtent une importance toute particulière.

Actuellement, la coopération au développement se penche sur le phénomène migratoire dans de nombreux pays. Par conséquent, une initiative spéciale abordant le sujet a été mise en place au sein du GOPA Group. Dans ce cadre, AFC est prête à appuyer le développement agricole et améliorer les systèmes de paiement financier pour les réfugiés, en particulier au Niger, Nigéria et en Jordanie. Au Nigéria, AFC est impliquée dans la mise en œuvre de divers projets financés par la GIZ et la KfW dans le secteur agricole et le domaine du développement du secteur financier. Au Niger, AFC a lancé un projet de grande envergure destiné à supporter le gouvernement pour le compte de l'UE. Enfin, en Jordanie, AFC contribue à l'amélioration des systèmes de finance digitale.

Chiffre d'affaires par régions en 2016 – 2017 (en pourcent)

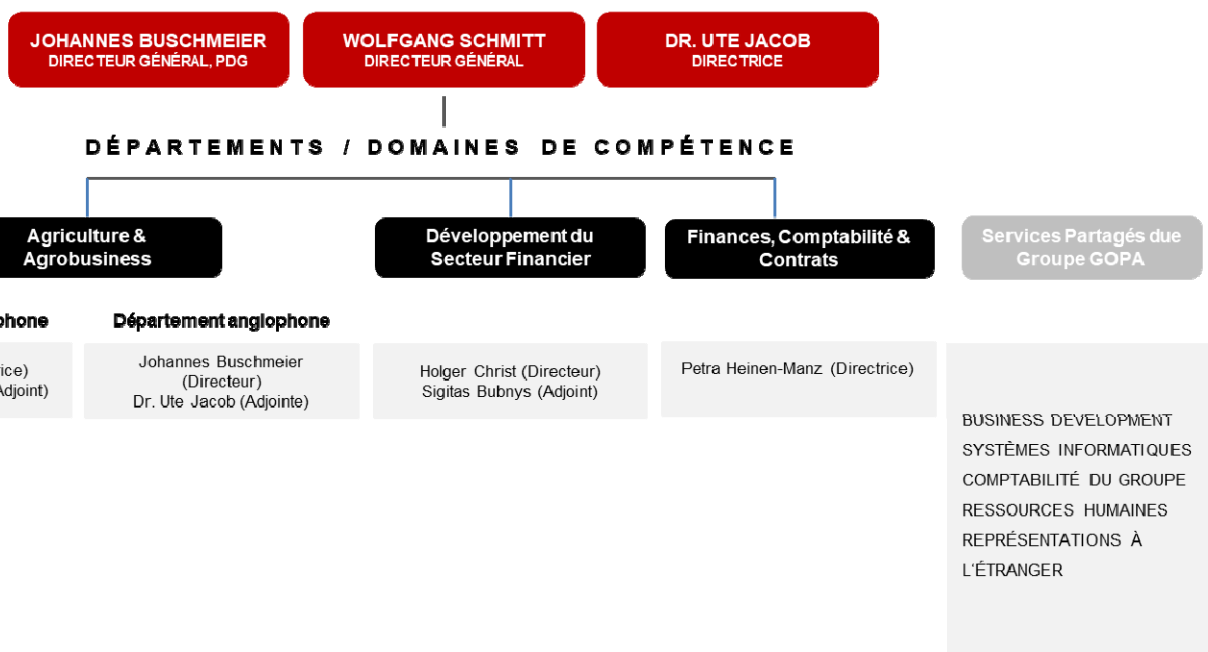


Étant donné que notre département « Développement du secteur financier » couvre de nombreuses activités liées aux services bancaires et compte tenu du nombre croissant de projets de financement agricole, les synergies entre nos deux départements ont gagné en importance. Nos connaissances approfondies dans ces deux domaines d'expertise sont quasiment uniques en leur genre et sont renforcées par les synergies entre nos différents départements. Notre partenaire stratégique, l'Académie des coopératives allemandes (ADG, Montabaur) apporte également sa contribution à nos activités dans les domaines du développement des ressources humaines et de la formation professionnelle.

Un système bancaire qui fonctionne est une condition préalable aux investissements privés. Pour le compte de la BEI, AFC continue à accompagner environ 30 banques d'Afrique de l'Est octroyant des prêts aux PME. Nous appuyons également la Banque de l'Afrique de l'Est (East Africa Bank) en Ouganda pour le compte de la KfW.

Afin d'introduire des techniques agricoles modernes et de l'équipement approprié, AFC poursuit la mise en œuvre des Centres d'innovations vertes au Nigéria, Ghana, Mali et en Inde pour le compte de la GIZ. L'instauration de systèmes TIC dans l'agriculture est devenue un thème important. En janvier 2018 à Bonn et en juin 2018 à Accra, AFC a organisé des ateliers stratégiques internes dans ce domaine en coopération avec notre partenaire, l'entreprise KIAG qui est basée à Bonn, et nos chefs d'équipe sélectionnés. AFC travaille avec des sociétés privées agissant dans le domaine des chaînes de valeur agricoles, aussi bien au niveau local qu'international, en coopération avec notre partenaire stratégique, DLG International de Francfort. DLG a organisé un grand nombre d'expositions dans ce domaine en Allemagne et à l'étranger – dont certaines dans le cadre de nos projets, tout particulièrement ceux comportant des parcelles de démonstration. Des partenaires de l'agribusiness (par ex. des producteurs de machines agricoles et fournisseurs d'intrants) sont directement impliqués dans nos projets, testant leurs produits et en faisant la démonstration.

MANAGEMENT



Au cours de l'année 2017, AFC a fourni d'autres services en Afrique subsaharienne : outre des projets en Zambie (pour le compte du Ministère fédéral allemand de l'alimentation et de l'agriculture, BMEL), nous œuvrons également à Madagascar (pour le compte de la KfW, la GIZ et l'UE). Notre réseau, qui s'étend à toute l'Afrique, l'Europe de l'Est et l'Asie, contribue au transfert de connaissances et de technologies adéquates, exploitant les synergies basées sur notre large expérience dans divers domaines.

En Europe, nos activités comportent un grand nombre de projets en Ukraine (pour le compte du BMEL), un nouveau projet de financement agricole en Moldavie (pour le compte de la BEI) et la poursuite de nos projets en Asie Centrale (en coopération avec la GIZ, la KfW et la Banque Mondiale). En Asie, AFC supporte le développement agricole en Chine (BMEL), Inde (GIZ), au Myanmar (UE) et au Bangladesh (ADB), de même que des banques coopératives et des établissements de microfinance au Laos (KfW et Banque Mondiale), Myanmar (GIZ) et en Thaïlande (ADB).

En interne, AFC a mis en place un nouveau système de gestion financière et de comptabilité spécialement conçu pour le Groupe GOPA.

AFC est en mesure de poursuivre son importante contribution au développement de l'agriculture et du secteur financier, misant sur l'expertise et l'expérience de notre équipe et la confiance de nos clients. Nous remercions nos partenaires du monde entier pour la coopération fructueuse au cours de l'année passée et espérons bien, à l'avenir, nous retrouver pour des projets communs.



Johannes Buschmeier
Directeur général, CEO



Wolfgang Schmitt
Directeur général

johannes.buschmeier@afci.de

wolfgang.schmitt@afci.de

GOPA Group Day 2018

Le 3 mai 2018, l'équipe d'AFC a participé au GOPA Group Day 2018 à Bad Homburg avec près de 350 collègues des différentes entités du GOPA Group. En lien avec le future de la coopération internationale, le Group Day a abordé plusieurs sujets d'actualité, tels



Discours de bienvenue : M. le Dr Martin Güldner – CEO du GOPA Consulting Group

que l'accès à l'énergie, la numérisation et une couverture médicale universelle, la gestion de l'agriculture et des ressources naturelles, l'appui au secteur privé ainsi que l'innovation et la communication. De plus, cette journée a fourni une occasion unique de débattre et de partager des idées. Elle a permis à tous les membres du Groupe d'évaluer notre potentiel et nos synergies, afin de faire face aux futur défis.

Des discussions étaient organisées sous forme de débats d'experts sur :

- (1) la gouvernance & la croissance économique ;
- (2) l'agriculture, les ressources alimentaires & naturelles ;
- (3) la santé, l'éducation & l'emploi ;
- (4) l'infrastructure ;
- (5) l'énergie ;
- (6) la communication, les statistiques & l'innovation.

Naturellement, AFC a apporté sa contribution au débat sur l'agriculture, les ressources alimentaires & naturelles, en invitant comme orateur principal Dr. Theo de Jager, Président de l'Organisation mondiale des agriculteurs (World Farmers' Organisation). Le débat s'est concentré sur les thèmes suivants :

- La croissance de la population mondiale et son impact sur la demande alimentaire ;

- L'impact du changement climatique sur les terres agricoles ;
- L'arrêt de la déforestation, la réduction des zones humides, la détérioration des écosystèmes côtiers, la dégradation des sols et la disparition d'espèces ;
- L'augmentation de la productivité et, en même temps, le contournement des dommages environnementaux ;
- La réponse du GOPA Group en matière de solutions vertes et durables pour faire face aux défis mondiaux dans le domaine des ressources naturelles.



Experts :

Dr Theo de Jager, Président de l'Organisation mondiale des agriculteurs (WFO)

M. Jernej Stritih, Expert en changement climatique, conservation et développement durable

M. Johannes Buschmeier, Directeur général d'AFC

M. James Walsh, Directeur de GOPA Worldwide Consultants

Modératrice :

Mme Judith Helfmann-Hundack, Directrice de Politique d'investissement & de développement, Association commerciale germano-africaine

Pour de plus amples informations, veuillez contacter :

johannes.buschmeier@afci.de



2^{èmes} Journées de l'agri-réseautage

Suite au grand succès des Journées de l'agri-réseautage en 2017, AFC a organisé les 2^{èmes} Journées de l'agri-réseautage à Bonn les 15 et 16 janvier 2018. Les chefs de projets et chefs d'équipe de projets financés par la GIZ/le BMZ et le BMEL y ont participé. Pendant deux jours d'échanges intenses d'expériences, de pratiques exemplaires et d'enseignements tirés, les experts de projets en cours en Afrique, Asie et Europe de l'Est ont pu profiter du réseau de projets internationaux. Les Journées de l'agri-réseautage fournissent à la fois une plateforme permettant au personnel de nos projets de se rencontrer personnellement et un lieu propice aux échanges fructueux.

Le premier jour, les débats se sont concentrés sur les réussites et défis en termes de relations publiques et de visibilité des projets. Le potentiel et les risques des réseaux sociaux ont également été l'objet de discussions. En termes de visibilité des projets, les participants ont bénéficié d'exemples de divers projets en cours. L'enseignement principal tiré de ces exemples est qu'il ne faut jamais perdre de vue les conditions locales si l'on a l'intention de créer un outil de communication pour son projet. Par exemple, dans certains pays, les réseaux sociaux sont un instrument approprié pour toucher le plus de monde possible, alors que dans d'autres pays, une représentation théâtrale classique sera plus adaptée.

Le deuxième jour s'est concentré sur le financement agricole, un aspect important dans nombre de nos projets. L'idée d'aborder cette question en profondeur est venue du fait que de nombreux établissements financiers ne sont pas conscients du potentiel de l'agribusiness et ont donc tendance à considérer le secteur agricole comme secteur à risque sans potentiel économique.

Inspirée par notre département Développement du secteur financier, AFC a défini une boîte à outils du financement agricole. Cette boîte à outils comprend divers ins-

truments qui contribuent à l'atténuation des risques des deux côtés et ont pour but de permettre aux agriculteurs et aux établissements financiers de mieux se comprendre.



Les Journées de l'agri-réseautage ont mis en relief les outils et défis au niveau des acteurs des chaînes de valeur agricoles. Des activités de suivi liées aux sujets traités durant ces deux journées ont été définies et seront mises en place tout au long de l'année. Les retours des participants ont montré que cet événement a été un succès retentissant. Nous serons donc heureux d'accueillir nos chefs d'équipes une nouvelle fois en 2019 !

Pour de plus amples informations, veuillez contacter :

martin.gross@afci.de



10^{èmes} Journées des experts financiers

Développer des outils et des solutions digitales pour le financement agricole

Pour la 10^{ème} fois, AFC Agriculture and Finance Consultants et ADG International ont organisé conjointement, les 8 et 9 janvier 2018, les Journées des experts financiers (FED) au château de Montabaur, le siège d'ADG. Le thème du FED de cette année, « Développer des outils et solutions digitales pour les projets relatifs au financement agricole », reflète les synergies des équipes des départements Agribusiness et Développement du secteur financier chez AFC, ainsi que du partenariat stratégique avec ADG en tant qu'organisme de formation pour

établissements financiers. Cette thématique témoigne également de l'importance des deux secteurs et la nécessité d'une gestion efficace des connaissances.

Avec les experts du secteur financier d'AFC et les collaborateurs internes d'ADG, des experts long-terme de projets en cours dans le domaine du financement agricole et de la finance digitale, des consultants associés et des partenaires stratégiques ont eu l'occasion unique d'échanger les meilleures pratiques et leurs connaissances en financement agricole et solutions digitales. La

participation de près de 30 experts du monde entier aux FED de cette année témoigne du fort intérêt porté à ce sujet et l'appréciation d'un tel événement annuel.

Face à la haute priorité accordée au financement agricole dans les projets d'AFC, les FED se sont concentrées sur le partage d'expériences et les enseignements tirés concernant :

- La réduction des risques du financement agricole ;
- L'élargissement de la portée des activités dans le secteur du financement agricole et se concentrant sur des solutions digitales ;
- L'élargissement de la gamme de produits de financement agricole.

S'appuyant sur l'expérience et les outils de financement agricole développés et utilisés dans nos projets, l'accent a été mis sur le développement d'une boîte à outils spécialisée dans les solutions de financement agricole destinée à augmenter le nombre d'établissements financiers abordant cette question. Des outils spécialement conçus pour le financement agricole, tels que des solutions de paiement mobiles, des feuilles de pointage sur la base d'Excel et des produits adaptés (ex. Bancassurance), ont été présentés. De même, leur usage et les bonnes pratiques dans ce domaine ont pu être partagés. Des débats animés et des sessions de travail en groupe ont conduit



à un prototype pratique et réaliste qui permettra de continuer à développer et diffuser notre boîte à outils du financement agricole.

Nous désirons remercier tous les participants pour leur précieuse contribution lors des FED de cette année et espérons fortement poursuivre notre collaboration dans le futur !

Pour de plus amples informations, veuillez contacter :



holger.christ@afci.de

Des solutions TIC pour appuyer les projets d'AFC



Des solutions TIC supportent la mise en œuvre de divers projets d'AFC dans le domaine agricole et du développement du secteur financier. Afin de pouvoir tirer profit de notre longue expérience, créer des synergies et encourager les échanges régionaux au sein de nos projets, nous avons organisé un atelier interne d'appui technique sur ce sujet. Réunissant des chefs d'équipes et des experts en TIC du Nigéria, du Mali et du Ghana, l'atelier fut l'occasion d'échanger à propos des enseignements tirés et de développer ensemble le potentiel pour de futures interventions. L'événement a rassemblé

les composantes AFC des trois Centres d'innovations vertes de la GIZ (Ghana, Nigéria et Mali) et de deux grands projets agricoles (GIZ MOAP Ghana et GIZ SEDIN Nigéria).

Faisant le point sur les initiatives en cours qui utilisent « ICT4Agriculture », les collaborateurs du projet ont présenté leurs expériences et leurs observations. Les discussions ont porté sur un grand nombre de questions méthodologiques, allant de la gestion de l'agriculture contractuelle à l'élaboration d'outils de monitoring. Pour ce qui est de l'avenir, les participants ont discuté des différentes approches, soulignant la possibilité d'une collaboration régionale au sein des projets.

Pour de plus amples informations, veuillez contacter :



nico.wilms-posen@afci.de

Nouvelle direction Afrique du GOPA Group Holding

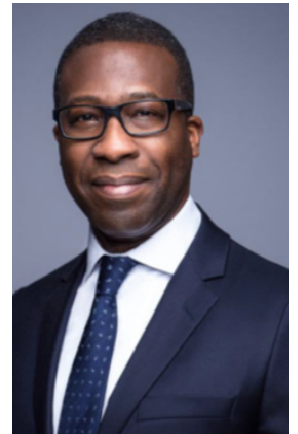
Un atout majeur du GOPA Group est sa philosophie de respect envers les particularités de chaque société spécialisée membre du groupe. Cependant, le groupe a aussi compris que son marché et son environnement concurrentiel évoluent rapidement :

- Nombre croissant de contrats de taille importante ;
- Projets intersectoriels supplémentaires ;
- Plus grande présence sur le terrain requise par les bailleurs et pays partenaires.

Pour faire face à ces nouveaux défis, le GOPA Group a mis en place une nouvelle "Direction Afrique" au sein du holding, responsable de la coordination des interventions des sept sociétés du GOPA Group (AFC, B&S Europe, EPOS, GOPA, GOPA Com., GOPA Intec et GOPA Infra) en Afrique, afin de renforcer les synergies entre les membres du Groupe.

La nouvelle "Direction Afrique" est placée sous la responsabilité de M. Houseine Diabaté, qui travaille pour le GOPA Group depuis 2001 comme expert international, chef d'équipe de projet, coordinateur de projets, Directeur exécutif et Directeur Afrique. En tant que coordinateur de projets, il a réalisé de nombreux projets de développement financés par des bailleurs internationaux tels que la MCC, la Banque mondiale, la BAD, l'UE, la GIZ et la KfW, dans les domaines suivants :

- L'amélioration des cadres institutionnels dans le secteur de l'énergie ;
- La promotion du secteur privé ;
- La stratégie de renforcement des capacités pour entités privées et publiques ;
- La réforme de l'administration publique ;
- Le soutien macro-économique ;
- La gestion des technologies de l'information et de la communication (TIC) ;
- La formation de formateurs et usagers.



Originaire de Côte d'Ivoire et ayant travaillé et participé aux missions à travers les différentes régions du continent africain, M. Houseine Diabaté a une connaissance et une compréhension approfondies de nombreux pays africains. Sa maîtrise parfaite de l'anglais et du français lui permettent de communiquer facilement avec les différents acteurs des projets concernés.

Pour de plus amples informations, veuillez contacter :

houseine.diabate@gopa-group.org

Sortie d'entreprise AFC Escape game et insectes gallicoles



En septembre 2017, le personnel d'AFC a participé à la sortie d'entreprise annuelle destinée à renforcer davantage l'esprit de groupe.

Le matin, nous étions enfermés dans cinq différentes salles d'un jeu d'évasion, escape game. Les équipes avaient comme mission de découvrir les secrets de leurs salles et de déchiffrer les codes leur permettant de « s'évader » en l'espace de 60 minutes après avoir réso-

lu des rébus et des énigmes.

Grâce à notre fort esprit de groupe, toutes nos équipes ont réussi à s'en sortir à temps !

Dans l'après-midi, nous avons découvert de petits insectes dans la forêt du Siebengebirge. Les soi-disant insectes galleux utilisent des tissus végétaux, des feuilles ou des pousses pour pondre leurs œufs. La structure, qui est ensuite produite par la plante, offre à la progéniture des animaux à la fois protection et nourriture. Chaque espèce d'insecte est attachée à un certain style de plante, et la "structure" qui en résulte suit toujours le même schéma de construction. Nous avons étudié quelques exemples choisis de ces mécanismes passionnants qui illustrent l'interaction étroite entre les espèces et les individus.

Dans la foulée de ce phénomène, nous avons appliqué nos connaissances nouvellement acquises de manière interactive, créative et artistique, afin de constituer une équipe fiable et digne de confiance. Notre journée s'est terminée par un délicieux dîner dans un vignoble traditionnel.

Exploration des possibilités de coopération entre Bavaria-Saat et la filière malienne de la pomme de terre



Le 8 février 2018, des acteurs de la filière malienne de la pomme de terre et l'entreprise semencière Bavaria-Saat se sont retrouvés au salon des fruits et légumes Fruit Logistica à Berlin. AFC avait organisé cette rencontre non seulement dans le but d'échanger et mieux se connaître, mais aussi afin de discuter et de déterminer les conditions générales d'un éventuel partenariat pour la production de semence de pommes de terre au Mali dans le cadre du projet Centre d'innovation verte financé par la GIZ.

La délégation malienne (composée de chercheurs en pomme de terre et d'importateurs de plants) fut accueillie par Alexander von Zwehl, principal actionnaire de

Bavaria-Saat, et toute l'équipe de direction présente au stand d'exposition du salon. Ce fut l'occasion pour Bavaria-Saat de présenter son entreprise et ses nouveaux plants, ainsi que ses principales stratégies et activités internationales.

Ensuite, AFC et la délégation malienne ont exposé la situation actuelle sur le marché de la pomme de terre et les spécificités et particularités de la production de la pomme de terre au Mali. Suite à cette introduction, les parties présentes ont discuté d'un éventuel concept et d'un cadre pour un partenariat futur. Pour finir, les deux parties ont trouvé un accord sur les variétés à envoyer au Mali et sur un calendrier possible de réalisation de la coopération.

Le 9 février 2018, la délégation malienne a visité la station de reproduction de Bavaria-Saat basée à Stretense (Mecklembourg-Poméranie Occidentale), où le cycle de reproduction de la pomme de terre ainsi que les variétés résultantes ont été présentés.

Pour de plus amples informations, veuillez contacter :



stephane.demfouangoun@afci.de

Ukraine — Consolidation des relations commerciales avec l'Union européenne

Plus de 40% des exportations ukrainiennes relèvent du secteur agricole ou alimentaire. Par conséquent, la demande en assistance et consultation pour des questions liées au commerce est élevée et en constante hausse. Cela se fait particulièrement ressentir dans notre projet Agritrade Project (ATU) dont l'objectif est de soutenir le Ministère de politique agricole et de l'alimentation de l'Ukraine (MAPE), ainsi que de fournir des formations pratiques au secteur privé. Le nombre d'événements et le nombre de participants ont continuellement augmenté au cours des deux années et demie suivant la mise en œuvre du projet, indiquant une tendance positive pour le futur.

En février 2018, une délégation conduite par ATU a pris part au Fruit Logistica, le plus grand salon international

des fruits et légumes, présentant les opportunités pour les producteurs ukrainiens désireux d'exporter vers des chaînes de distribution internationales et autres importateurs. Lors du forum Fruit Logistica, 54 personnes venues principalement d'Europe et d'Ukraine se sont retrouvées pour un événement particulier. L'allocation d'ouverture par le Vice-premier ministre ukrainien de l'intégration européenne et euro-atlantique a donné un aperçu de l'industrie des fruits et légumes ukrainienne et de son potentiel d'exportation. Ensuite, les experts d'ATU ont présenté d'autres produits de niche, en particulier des produits biologiques.

Pour le salon international *Biofach*, ATU a appuyé la participation ukrainienne en coopération avec l'Institut

de recherche de l'agriculture biologique (FiBL) et le consortium ukrainien avec un grand pavillon national accueillant près de 20 exposants ukrainiens et un forum ukrainien. Ceci leur a permis de montrer les différentes possibilités d'approvisionnement en produits bio ukrainiens et le potentiel d'expansion du marché. Une mise en relation efficace était assurée par l'équipe d'ATU sur le pavillon national. L'équipe a principalement répondu aux questions de producteurs ukrainiens concernant des produits bio qui pourraient être exportés vers les marchés de l'UE, le développement de leurs entreprises et d'autres informations sur le secteur et son potentiel sur le marché allemand. D'autres discussions ont eu lieu au forum ukrainien, au cours desquelles les questions de certification, de qualité des produits d'exportation ukrainiens et du cadre législatif correspondant ont été soulevées.



Étant donné que le projet ATU met l'accent sur les produits de niche principalement cultivés par des PME en Ukraine, avec un potentiel d'exportation et des opportunités commerciales sur le marché de l'UE, l'équipe ATU a également participé en mars à un important *Forum bio international* de deux jours. Près de deux cent producteurs bio de produits frais et transformés se sont réunis à Odessa, considérée comme l'une des régions les plus importantes d'Ukraine en termes de produits bio, du nombre de producteurs, du volumes de production et d'exportation et des superficies de terres cultivées biologiquement. L'équipe d'ATU a activement participé à l'événement avec des contributions concrètes sur le commerce de produits bio et les exigences connexes. Des documents, analyses et tendances du marché bio européen – allemand en l'occurrence – ont été examinés du point de vue des consommateurs.

Suite à plusieurs formations sur l'exportation réussies l'année passée, le projet d'ATU a développé la formation à l'export Modular-Enhancing Export Training (MEET), dont la première édition a eu lieu lors du salon Agroport Lviv en avril. Près de soixante-dix personnes ont participé à la formation MEET, montrant un grand intérêt pour les sujets abordés. Les experts internationaux d'ATU ont mis l'accent sur le développement de produits à travers différents modules :

- Les exigences en matière de certification de sécurité, de qualité et en matière de normalisation ;
- Les tendances du marché de détail allemand et exi-

- gences des produits (étiquetage inclus) ;
- L'emballage approprié pour les produits (avec exemples de produits de boulangerie/pâtisserie) ;
- Le développement de marques pour produits (notamment la dénomination, logos à succès, etc.).

Quatre guides pratiques sur des questions d'exportation ont été publiés depuis le démarrage du projet début 2016. Deux actualisations et un nouveau guide sur les normes (*Practical Guideline for International Standards in the Field of Safety and Quality of Food Products*) sont actuellement en préparation.

Dans le but de diffuser l'information parmi les exploitations agricoles de petite et moyenne taille sur les conditions d'accès au marché de l'UE, ATU a développé un guide *Practical Guideline for the Agricultural Exporter to the EU*. Les principales questions abordées dans ce guide sont les aspects pratiques des mesures tarifaires et non-tarifaires applicables aux produits agricoles ukrainiens exportés vers l'UE. Une autre partie importante du guide se penche sur les normes réglementaires ukrainiennes, examinant la question de l'origine du produit et des certificats pertinents permettant de prouver le statut d'origine, qui sont d'une grande importance pour les exportateurs ukrainiens s'ils veulent bénéficier



cier des préférences tarifaires de l'UE dans la Zone de libre-échange approfondie et complète (ALECA). La dernière partie du guide contient une description générale des normes actuelles du secteur privé élaborées bénévolement par des négociants, des commerçants et consommateurs de l'UE. La connaissance des standards tels que Global G.A.P., HACCP, QMS, BRC, Demeter et autres est fortement recommandée aux producteurs et transformateurs ukrainiens qui sont désireux d'établir des relations de confiance et de réciprocité avec leurs partenaires de l'UE.



Le secteur des produits bio reste l'un des marchés à marge élevée et un des plus prometteurs dans l'UE, incitant les producteurs ukrainiens à faire effectuer une transition vers le secteur biologique. Une fois les capacités de production bio (certifié) acquises, il est primordial de comprendre le marché des produits bio, de même que les processus d'exportation et autres exigences du marché-cible.

Le guide *Guideline for the Organic Exporter to the EU* facilite l'accès au monde de l'exportation des produits bio vers les pays de l'UE, abordant les questions telles que :

- Les exigences législatives de l'UE afférentes aux produits bio venant d'Ukraine ;
- Le système TRACES et des recommandations pratiques concernant des stratégies d'export vers des marchés bio et la traçabilité des chaînes d'approvisionnement ;
- Les différents moyens de transport utilisés pour les produits bio (frais et transformés) ;
- Les risques potentiels durant les différentes étapes, présentés dans le guide sous un angle professionnel et pratique.

Les activités d'ATU ont pour objectif d'informer et d'encourager les entreprises ukrainiennes à se diriger vers l'UE. L'Ukraine reste l'un des partenaires commerciaux des pays européens les plus importants et les volumes d'échanges commerciaux avec ces pays enregistrent une forte augmentation. Cependant, les PME font toujours face à de nombreuses questions, telles que « Comment trouver des partenaires dans l'UE ? » ou « Quels sont les outils de soutien existants

pour les PME désireuses de pénétrer les marchés européens ? »

Le guide *Guideline to the European Enterprise Network (EEN)* répond en partie à ces questions, donnant des informations sur l'un des outils de travail pouvant être utilisé par les exportateurs ukrainiens dans leur recherche de partenaires dans l'UE. Il présente les objectifs et avantages du réseau EEN, une plateforme B2B aidant les PME à trouver des partenaires commerciaux, non seulement européens, mais aussi d'autres pays. Ce guide constitue une contribution considérable d'ATU et est destiné à améliorer les connaissances en matière d'export des PME ukrainiennes et faciliter leur entrée sur le marché de l'UE en utilisant des outils tels que l'EEN.

Notre projet Agritrade est l'un des quatre projets mis en œuvre par AFC/IAK en Ukraine, en étroite collaboration avec l'Université Humboldt de Berlin, partenaire du consortium. Le projet est financé par le Ministère fédéral allemand de l'alimentation et de l'agriculture (BMEL) en Ukraine.

Pour de plus amples informations, veuillez contacter :



pilling@agritrade-ukraine.com stefanie.maak@afci.de



Les vergers de Moldavie

Départ vers de nouveaux horizons

AFC, en consortium avec l'Académie des coopératives allemandes (ADG) et l'Institut britannique de normalisation (BSI), s'est récemment vu attribuer un contrat de trois ans pour le soutien à l'opération "Les vergers de Moldavie" financé par la Banque européenne d'investissement (BEI). Cette opération de prêt d'un montant maximum de 120 millions d'euros a été consentie au gouvernement de Moldavie par la BEI. Des prêts sont octroyés à des exploitants agricoles et entreprises du secteur moldave de l'horticulture par quatre banques commerciales, afin de (i) soutenir le processus de modernisation à travers toute la chaîne de valeur, (ii) fournir un plus grand accès au financement par des banques intermédiaires et (iii) soutenir les participants locaux dans le développement de perspectives d'exportation.

L'opération cible les petites et moyennes entreprises du secteur moldave de l'horticulture, bénéficiaires de prêts allant de 5 000 euros à 1 million d'euros. Il est prévu que les prêts soient utilisés pour planter et replanter des vergers et des vignobles, ainsi que pour des infrastructures et le traitement post-récolte. 12 millions d'euros seront employés pour équiper des établissements et laboratoires de formation du domaine de l'horticulture.

AFC s'est vu attribuer la mission d'appuyer la mise en œuvre de cette opération dans l'objectif d'accélérer la modernisation et le développement du secteur moldave de l'horticulture. Le programme d'AT est axé sur les thèmes clés ci-après :

- Augmenter les capacités commerciales et techniques des PME bénéficiaires afin d'œuvrer de façon concurrentielle ;
- Aider les PME à bénéficier de l'aide des banques et les coacher durant toutes les étapes du processus de demande de crédit ;
- Identifier les opportunités d'investissement-clé dans le domaine de l'éducation et du contrôle de la qualité ;
- Augmenter les capacités des institutions financières dans le financement du secteur de l'horticulture ;
- Assurer que les fonds BEI sont attribués aux projets éligibles.



En mai 2018, le projet a été lancé au Luxembourg au siège de la BEI et est devenu opérationnel à Chișinău. Lors de la phase initiale de deux mois, les bases de la période de mise en œuvre de trois ans ont été posées, à savoir l'identification d'agents de vulgarisation et de services de développement commercial qui seront appuyés pour préparer les agriculteurs et les entreprises à ces opérations de crédit.

Pour ce projet, la clé du succès repose sur notre équipe d'experts long-terme très expérimentée, l'étroite coopération avec nos partenaires locaux en Moldavie et la communication permanente avec le siège de la BEI au Luxembourg. AFC est confiant que la mise en œuvre de son tout premier programme d'assistance technique en Moldavie sera couronnée de succès.

Pour de plus amples informations, veuillez contacter :



christoph.arndt@afci.de



sophia.baumert@afci.de

République kirghize — Prestation de services financiers à la Poste kirghize

Le gouvernement de la République kirghize s'est vu octroyer un prêt et une aide par l'Association internationale de développement (IDA) pour fournir des services financiers à travers le réseau de bureaux de la Poste kirghize, la « Kyrgyz Pochtasy » (KP). Le consortium composé d'AFC, de l'ADG et de CAICO a été sélectionné pour mettre en œuvre cette mission.

La République kirghize, située en Asie centrale et a des frontières avec la Chine, le Kazakhstan, le Tadjikistan et l'Ouzbékistan. Sa superficie est de 199 951 km² pour une population de 6 millions d'habitants. Le Kirghizstan est considéré comme un pays aux revenus inférieurs à ceux d'une économie en transition moyenne. Seulement 20% environ de la population adulte possèdent un compte en

banque personnel et le réseau d'agences bancaires se limite à 323 agences seulement (en moyenne un point d'accès pour 18 500 habitants). L'accès à des services financiers est encore plus réduit en milieu rural, où il y a seulement une agence bancaire pour 150 000 habitants.



En milieu rural, le nombre de bureaux de poste est presque vingt fois supérieur à celui des agences bancaires. Près de 35% de la population vit en ville (12,5% à Bichkek), tandis que les 65% restants résident dans les zones rurales. Les moyens de subsistance de la population rurale proviennent essentiellement de la culture de produits agricoles, des pensions et transferts d'argent envoyés de l'étranger par des travailleurs migrants. L'agriculture représente environ 36% du PIB, alors que les transferts de fonds de l'étranger en constitue près de 40%.



En raison de la prédominance de terrains montagneux sur le territoire kirghize et du faible pourcentage d'urbanisation, l'accès aux services financiers classiques est extrêmement limité en milieu rural et non rentable pour les banques et autres établissements financiers. Une augmentation de l'accès à divers services financiers pour tous les groupes de population, les migrants et les entreprises dans tout le pays, y compris dans les zones rurales et les zones montagneuses difficilement accessibles, pourrait stimuler la croissance économique et élargir les perspectives d'emploi, tout particulièrement en milieu rural. La « Kyrgyz Pochtasy (KP) » pourrait jouer un rôle impor-

tant dans l'amélioration de l'accès de la population à des services financiers classiques dans tout le pays. En effet, elle possède un vaste réseau de 871 bureaux de poste, dont 684 se trouvent dans des zones rurales.

Le consortium AFC, ADG et CAICO a reconnu la nécessité pour la KP de se positionner en tant qu'agent pour offrir, par l'intermédiaire du réseau de bureaux de poste, un accès à des services financiers classiques : compte-chèques et comptes d'épargne, échange de devises, assurances et remboursements de prêts, paiement de salaires, vente de titres d'État, etc. La fourniture de services pour le paiement de factures de consommation et les transferts internationaux devrait être facilitée grâce à des accords bilatéraux avec des institutions partenaires. Afin de pouvoir accueillir ces changements, la structure organisationnelle de la KP a également été modifiée.

AFC, ADG et CAICO visent les objectifs suivants afin de renforcer les capacités de la KP en gestion de services financiers. Notamment, l'assistance technique suivante a été fournie à la « Kyrgyz Pochtasy » :

- Le renforcement des capacités en marketing de services financiers classiques à grande échelle, incluant outils de connaissance clientèle, analyse de la concurrence, planification du marché et des affaires, ciblage financier, gestion des relations, supervision des opérations, assurance qualité et gestion des risques ;
- La mise en place et le soutien de la nouvelle Unité de développement du secteur des services financiers ;
- Le diagnostic de performance des services financiers actuels de la KP, l'identification et la révision des relations actuelles, ainsi que l'identification de nouveaux partenaires potentiels ;
- La préparation d'un business plan de trois ans comme point de départ pour la mise à disposition de services financiers, une gestion financière améliorée et la modernisation des opérations commerciales ;
- La préparation, la mise en œuvre et l'évaluation des programmes pilotes afin d'améliorer les services financiers existants et en ajouter d'autres ;
- L'identification de dix nouvelles sociétés clientes commençant à fournir des services financiers par l'intermédiaire de la KP ;
- La formation en risques financiers, marketing, relations clientèle et mise à disposition de services adaptés aux besoins du client dans les bureaux de poste.

Pour de plus amples informations, veuillez contacter :



sigitas.bubnys@afci.de

Serbie — Assurance agricole

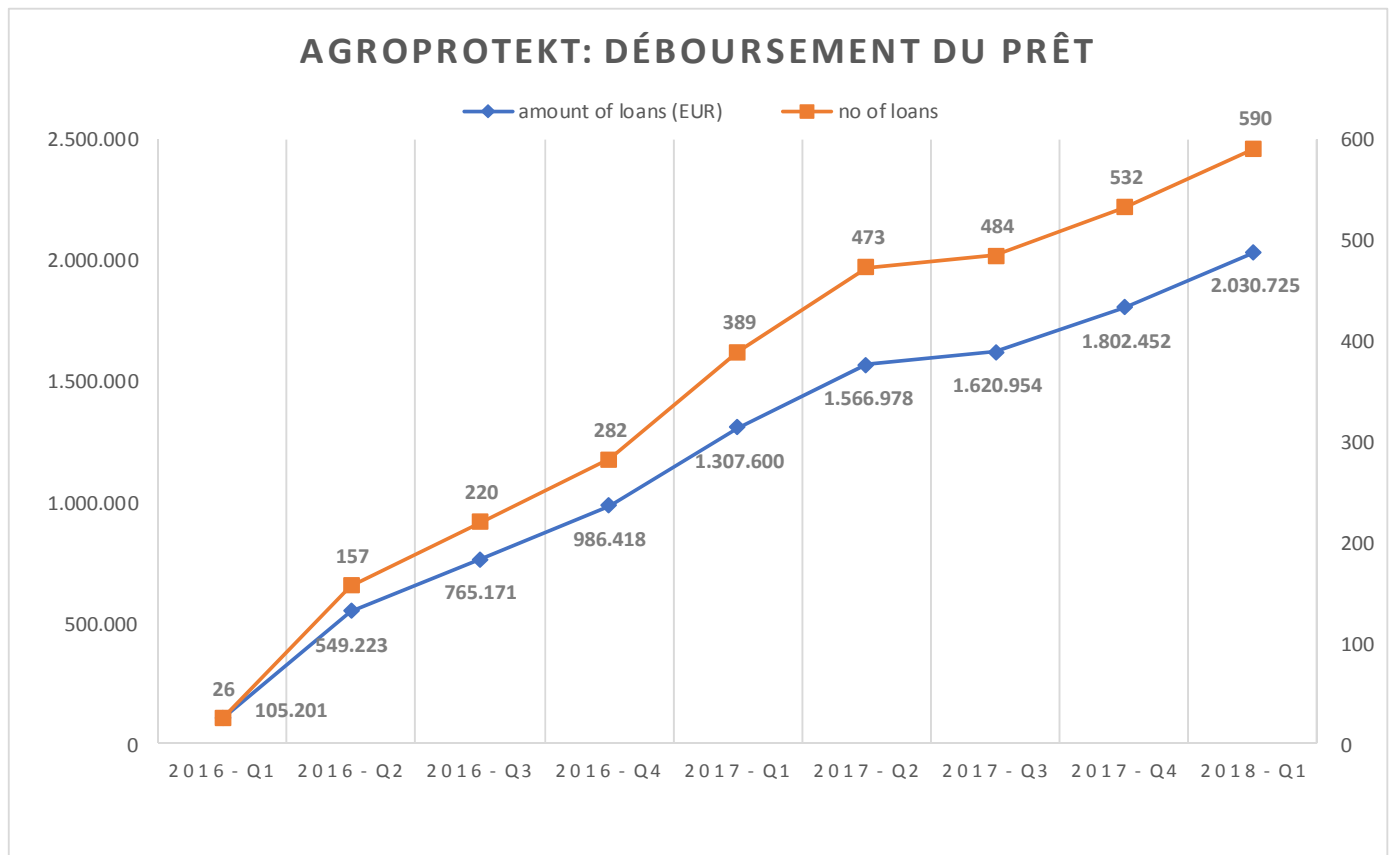
Réussite de la première phase du projet d'AFC

Le 24 avril 2018, AFC Agriculture and Finance Consultants GmbH a animé l'atelier de clôture de la première phase du projet « Mise en œuvre et amélioration de l'assurance agricole dans le cadre du Programme de développement du secteur financier en milieu rural en Serbie », pour le compte de la KfW en Serbie.

Le projet a démarré en mars 2016 en coopération avec nos partenaires AgroInsurance International (AI) et l'Académie des coopératives allemandes (ADG). Durant les deux dernières années, nous avons intro-

Le projet a démarré par un atelier de lancement en mars 2016 pour finir en mars 2018. La clôture officielle a eu lieu à l'occasion d'un atelier en avril 2018. À la demande d'acteurs et de bénéficiaires du projet, un éventuel prolongement du projet est envisagé à l'issue de la première phase.

Pendant la première phase du projet, les acteurs privés locaux BI et GI ont mis en place et vendu AgroProtekt avec succès aux clients existants et à de nouveaux clients, des PME agricoles. AFC a fourni l'assis-



duit avec succès le produit innovant de bancassurance AgroProtekt. Celui-ci cumule un prêt avec une composante assurance, ce qui renforce la gestion du risque des agriculteurs serbes.

La KfW, en partenariat avec le Ministère de l'agriculture, des forêts et de la gestion des eaux (MoAFWM) de Serbie, a accordé une ligne de crédit à la Banca Intesa de Belgrade (BI), qui, à son tour, a fait profiter les PME agricoles serbes du programme AgroProtekt. Ce programme intègre une couverture assurance-récolte fournie par Generali (GI). Pour apporter une assistance satisfaisante à Banca Intesa et Generali dans la promotion du produit de prêt AgroProtekt, la KfW a fait appel au consortium sous la responsabilité d'AFC afin qu'il fournisse des services de consultation pour ce projet.

tance technique requise pour appuyer les ventes et le service autour d'AgroProtekt, renforçant les capacités des acteurs en analysant des documents et processus, animant des formations, soutenant le marketing du produit et développant l'informatique et les guides. La banque, l'assurance et les consultants ont coopéré efficacement.

Tandis que les principales activités du projet mettaient l'accent sur la réalisation des résultats commerciaux, c.-à-d. le fonctionnement, l'acceptation et la vente du produit, les acteurs publics (principalement le MoAFWM) jouaient un rôle de soutien et fournissaient l'assistance nécessaire. AFC et ses partenaires ont fait la promotion de certains des concepts et principes (bancassurance, assurance agricole hauts standards et aide gouvernementale pour l'assurance agricole) au niveau national.



mé une discussion et un échange entre les participants sur les résultats de la première phase et le potentiel dans l'avenir immédiat.

Durant l'atelier de clôture en avril 2018, tous les acteurs et bénéficiaires – Generali, Banca Intesa et le ministère – ont tiré des conclusions très positives et discuté proactivement de l'avenir d'AgroProtekt. Le chef de projet de la KfW a aussi souligné que le caractère innovateur du projet mis en œuvre par le consortium sous la responsabilité d'AFC, a fait l'objet d'intenses discussions au sein de la KfW. Ce projet est un projet phare dans le domaine de l'assurance agricole.

Pour de plus amples informations, veuillez contacter :

De façon générale, le produit bancaire innovateur AgroProtekt a été bien perçu par tous les acteurs, en particulier les véritables bénéficiaires, ce qui témoigne que l'environnement est favorable à un tel concept en Serbie. Aussi bien notre équipe que les acteurs ont reconnu le besoin et l'opportunité de développer le projet sous d'autres aspects, d'un point de vue géographique, culturel, des risques et acteurs du marché. Face à cela, il est envisagé de prolonger la durée du projet et de développer différentes options d'expansion du produit.

L'atelier a été ouvert par la KfW et le MoAFWM. Suite aux exposés de notre chef d'équipe et des représentants de Generali et de la Banca Intesa, nous avons ani-



jakob.lutz@afci.de

Ouganda — Amélioration de l'utilisation des données du système de référence de crédit

En décembre 2004, la Banque d'Ouganda (BoU) a élaboré un document stratégique pour la mise en place et le fonctionnement d'une Agence d'évaluation du crédit (CRB), afin de fournir des services aux institutions financières placées sous surveillance en Ouganda. La BoU a mis un seul fournisseur sous licence en raison

de la taille limitée du marché du crédit en Ouganda en ce moment.

Fin 2012, la BoU a élaboré un document stratégique supplémentaire destiné à réglementer la future structure du système de référence de crédit (CRS), ce qui a permis de mettre sous licence de nouveaux fournisseurs CRB. Ainsi, un deuxième fournisseur CRB, Metropol Uganda Ltd, a récemment été mis sous licence et installe actuellement ses opérations en Ouganda.

Afin d'optimiser les avantages du système, la BoU s'est efforcée de déterminer, en collaboration avec les Institutions participantes (IP), une façon d'améliorer davantage l'utilisation du système de référence de crédit. Grâce à ces activités de consultation, trois domaines majeurs de gains potentiels liés à l'amélioration de l'utilisation du système de référence de crédit par des groupes-clés d'acteurs ont pu être identifiés :



- L'utilisation améliorée du CRS par les clients et des clients potentiels ;
- L'utilisation améliorée du CRS par les institutions participantes ;
- L'utilisation améliorée du CRS la Banque d'Ouganda elle-même.



Ce projet couvrira le deuxième et troisième domaine, visant à atteindre les principaux objectifs de l'utilisation améliorée du CRS par les deux institutions participantes (Composante 1) et la Banque d'Ouganda (Composante 2). Toutes les activités tendent à améliorer l'utilisation des rapports de données et de solvabilité du CRB, à mieux soutenir les décisions des deux acteurs, la BoU et les institutions participantes. Comme chaque groupe d'acteurs a ses propres exigences concernant le design et l'utilisation des rapports de solvabilité, la tâche de chaque composante est de satisfaire aux besoins spécifiques des institutions, directions et départements pertinents des groupes d'acteurs respectifs.

Composante 1 :

- Revoir le format actuel des rapports de solvabilité et leur utilisation en analyse de crédit ;
- Déterminer les informations essentielles requises d'une CRB pour une analyse de crédit efficace ;
- Fournir des recommandations pour un format de rapport de solvabilité adapté à l'usage en Ouganda et pour une meilleure utilisation des rapports de solvabilité par les institutions participantes ;
- Organiser un atelier d'une journée pour présenter aux institutions participantes des conclusions et recommandations ;
- Former des formateurs pour les institutions participantes, les établissements de formation en Ouganda et la BoU (153 participants) dans les domaines suivants : raison d'être de la CRB, risque de crédit, gestion des litiges et communiquer les CRB aux clients ;
- Développer des modules de cours en ligne.

Composante 2 :

- Élaborer des rapports devant être générés depuis les données des CRB pour être utilisés par différents

- départements internes : direction de la recherche, direction de la stabilité financière, direction de la supervision ;
- Identifier les besoins en formation des directions/départements mentionnés ci-dessus, afin de pouvoir utiliser efficacement des informations générées ;
- Fournir des formations aux directions/départements mentionnés ci-dessus ;
- Valoriser les exigences de la BoU en cherchant quelles informations supplémentaires liées à la CRB pourraient être générées afin de soutenir efficacement la BoU ;
- S'interroger sur la proportionnalité afin d'assurer que la charge de déclaration pour les CRB reste en adéquation avec les bénéfices attendus de la réception des données ;
- Examiner la qualité actuelle et future probable des données des CRB en comparaison avec la qualité des données transmises directement par les institutions participantes.



La Banque d'Ouganda et les institutions participantes ont montré leur satisfaction face à la qualité des formations dispensées qui comprenaient quatre modules :

- La raison d'être de la CRB ;
- L'analyse du crédit ;
- La gestion des litiges ;
- Communiquer les CRB aux clients.

En outre, les experts ont organisé une formation des formateurs pour améliorer les compétences en formation au sein du système bancaire en Ouganda. Afin d'assurer la durabilité du programme, AFC a développé une plateforme de cours en ligne pour les quatre modules techniques, en coopération avec son partenaire stratégique, l'ADG.

Pour de plus amples informations, veuillez contacter :

akram.bourhrara@afci.de



Ouganda — Promouvoir les investissements respectueux de la biodiversité

En février 2018, AFC a lancé un nouveau projet en Ouganda destiné à promouvoir les investissements respectueux de la biodiversité dans le secteur privé. Ce projet est mis en œuvre par la Banque de développement de l'Afrique de l'Est (EADB) en tant qu'Agence d'exécution



de projet, en coopération avec un consortium sous la responsabilité d'AFC (GOPA Consultants et ADG) qui fournit l'assistance technique pendant les trois premières années de cette initiative.

La phase initiale a été marquée par des échanges intenses avec les acteurs des secteurs de l'agriculture bio, du tourisme, de l'aquaculture et de la forêt, ainsi qu'avec la société de conservation. Suite à la phase initiale, l'équipe s'est concentrée sur le développement d'une stratégie globale de communication, définissant la mission et la vision de cette ligne de crédit de 6 millions d'euros et en la rebaptisant : *Fonds d'investissement de la Banque de développement de l'Afrique de l'Est pour la biodiversité*.

L'équipe interdisciplinaire travaille actuellement à la conception d'un Manuel d'opérations & investissement, définissant les objectifs et critères de sélection du Fonds. Le Fonds s'inscrit dans le cadre de référence de l'IFC, Critère de Performance 6, et vise à stimuler les investissements des entreprises à travers les « trois

piliers » :

- Produits et services verts : réduire l'empreinte environnementale et carbone des opérations et chaînes d'approvisionnement ;
- Culture d'entreprise inclusive : créer des processus commerciaux plus efficaces et équitables ;
- Conserver ou restaurer l'habitat : assurer une meilleure gestion de la biodiversité (habitat terrestre ou aquatique).

Par ailleurs, l'équipe met en place une réserve de projets avec plus d'une douzaine de projets (dans les secteurs mentionnés ci-dessus) qui pourraient être éligibles pour un financement. Les entreprises en quête d'investissement seront assistées à partir du dépôt de la demande et tout au long de la procédure d'investissement. Nous attendons les premières demandes fin juillet 2018 pour divers projets à financer vers la fin de l'année.

Pour de plus amples informations, veuillez contacter :



marcel.pape@afci.de

Nigéria — Encourager le microcrédit pour les logements à faible coût

Au Nigéria, deuxième économie la plus importante et pays le plus peuplé d'Afrique, 80% des 190 millions d'habitants vivraient dans des logements informels dans des conditions de vie médiocres. La demande en logements, majoritairement informels, croît rapidement, le secteur formel contribuant à seulement 15% du marché du logement. Dans le pays, les offres de logement ne s'adressent le plus souvent qu'aux personnes aux revenus élevés, et les logements destinés à des personnes à faibles revenus sont généralement hors de portée pour ces derniers. Par conséquent, les loyers et prix des logements sont élevés, si bien que sur le marché, les propriétaires demandent que les loyers soient payés en moyenne deux ans à l'avance.

Dans le cadre d'une action coordonnée face au sérieux manque de logements au Nigéria, la Banque centrale du



Nigéria (CBN) a obtenu un financement de la Banque mondiale destiné à faciliter l'accès au capital pour les populations non-desservies et mal desservies grâce à un programme pilote de microfinancement de l'habitation. Le consortium composé d'AFC et ADG a mis en œuvre la composante du projet qui vise à améliorer les capacités internes des Institutions de microfinancement (IMF) sélectionnées pour élargir l'accès au financement de logements dans le centre et le nord du pays. Ces huit derniers mois, l'équipe du projet a fourni un soutien actif à quatre partenaires de banques de microfinancement à Abuja, Kaduna et Enugu dans le cadre d'un projet pilote sous le contrôle de la CBN.

Au cours du projet, trois experts-clés ont analysé les capacités internes de l'IMF partenaire à fournir des micro-crédits pour des travaux de réparation, d'amélioration et d'agrandissement de logements. Les programmes de renforcement des capacités comprenaient :

- L'analyse du portefeuille du logement ;
- La révision du système SIG de la banque de microfinancement et sa disposition à traiter des prêts logement ;
- Le processus de suivi-évaluation des crédits par les gestionnaires de prêts internes et externes ;
- Les recommandations pour le développement de produits ;
- Les manuels de stratégie et de processus pour les prêts à la construction ;
- Les stratégies de marketing ;
- Les sessions de formation et coaching direct en gestion des risques pour le personnel de la banque.

Ces efforts combinés ont entraîné le paiement de la première tranche de la ligne de crédit à hauteur de 460 millions NGN par la CBN à l'IMF partenaire, censée bénéficier aux logements sociaux.

En outre, l'équipe du projet fera des recommandations à la CBN concernant un éventuel lancement du projet de la

Banque mondiale sur le financement de logements. Tenant compte des besoins du marché nigérian, nous sommes confiant que le secteur financier continuera à redoubler d'efforts pour faire face à la situation critique du logement d'une population croissante au Nigéria.

Pour de plus amples informations, veuillez contacter :



mareike.decker@afci.de

Mauritanie — Recherche appliquée et formation professionnelle en milieu agropastoral



Depuis janvier 2018, AFC met en œuvre la composante recherche appliquée et formation professionnelle du programme "Renforcement Institutionnel en Mauritanie vers la Résilience Agro-Pastorale" (RIMRAP) pour le compte de la GIZ. Le RIMRAP est un programme multipartite financé par l'Union européenne (UE), qui soutient de nombreuses initiatives pour renforcer la sécurité alimentaire et nutritionnelle, ainsi que l'agriculture durable dans les wilayas de Guidimakha, Assaba, Hodh El Charki et Hodh El Gharbi. Le RIMRAP est constitué de cinq composantes, dont les composantes recherche appliquée et formation professionnelle (RIMRAP R&F) à la charge de la République fédérale d'Allemagne.

Des formations tenant compte des besoins des communautés rurales sont soit inadaptées, soit inexistantes. Il

est largement reconnu que l'appui aux secteurs ruraux, tout particulièrement au secteur agropastoral, a été négligé, bien que ce secteur soit d'une importance cruciale pour les populations rurales. Cette situation affecte à la fois les dispositions ministérielles et stratégiques, le renforcement des capacités en recherche et formation, ainsi que l'accès et la gestion durable des ressources essentielles. Le système de formation, bien que faible, peut se fier à des structures de formation existantes, telles que les centres de formation ou de recherche en agriculture. La consolidation de ce domaine est essentielle pour renforcer les capacités de tous les acteurs. Cependant, les services adéquats sont toujours insuffisants dans les zones rurales affectées.



La composante Recherche & Formation (R&F) s'inscrit dans une stratégie plus large de renforcement institutionnel de la résilience agricole et pastorale. L'objectif global du RIMRAP est de réduire les vulnérabilités agropastorales et d'améliorer la résilience de toutes les populations et de tous les acteurs locaux, spécialement la gouvernance de l'accès aux ressources agropastorales et leur utilisation. La composante R&F contribue au RIMRAP en renforçant les capacités en offrant des opportunités de formation et recherche dans deux champs d'action :

- Un domaine de recherche dont le but est de mettre en œuvre des programmes de recherche agricole appliquée afin d'améliorer la résilience des cultures pluviales et de l'élevage extensif. Ce programme en-



gendrera des innovations qui permettront une augmentation des rendements des cultures et une amélioration des processus de production. Il sera basé sur le concept de recherche participative mené avec les producteurs agropastoraux afin de promouvoir des activités de recherche appliquée répondant aux besoins et à la demande des acteurs du RIMRAP ;

- Concernant la composante formation professionnelle, le programme ciblera les besoins des acteurs en soutenant la résilience de l'agriculture pluviale et du pastoralisme. Il tiendra compte des perspectives du marché et renforcera les capacités des centres de formation pour répondre aux besoins des agropastoralistes. Cette composante du programme se basera sur un concept participatif des Champs-Écoles des producteurs agropastoraux.

Pour de plus amples informations, veuillez contacter :



noelie.svara@afci.de

Mali — Professionnalisation de la filière mangue

La filière mangue possède un potentiel énorme pour le développement économique et la réduction de la pauvreté au Mali. En 2017, la production totale de mangue du pays était estimée à 64 730 tonnes. Les revenus de la chaîne de valeur dans son ensemble (transformation, exportation et ventes locales incluses) étaient eux estimés à 23 millions d'euros, dont 10 millions d'euros venant de l'exportation de mangues fraîches (16 881 tonnes) – la plupart vers l'UE, suivie des États-Unis. Cependant, la production n'a pas encore atteint son potentiel maximum : il a été démontré que le Mali pourrait augmenter sa production de mangues de 50.000 tonnes grâce à de meilleures pratiques agricoles dans des vergers existants, sans recourir à de nouvelles plantations (IFM 2017).

De plus, la filière est actuellement gênée par la présence de résidus en raison de l'utilisation incorrecte des produits phytosanitaires qui ne correspondent pas aux besoins de protection des mangues. Récolter les mangues dans des conditions peu hygiéniques conduit également à la détérioration des mangues et réduit leur potentiel commercial. Pour finir, le manque d'infrastructures adéquates pour le conditionnement et la conservation des mangues fraîches conduit à des ruptures de la chaîne du froid, ce qui nuit à la qualité finale du produit et réduit également la valeur ajoutée. Depuis 2015, AFC soutient activement la filière mangue au Mali dans le cadre du Centre d'innovation verte de la GIZ et en coopération avec les partenaires de son consortium, ECO et DLG.

L'appui vise les domaines prioritaires suivants :

- Le développement des débouchés commerciaux : nous avons soutenu l'évaluation des perspectives de marché et des niches, de même que des réseaux transactionnels. À cet effet, une méthode d'évaluation de différents marchés a été mise en place. De plus, de nombreux échanges et visites de foires ont eu lieu en Allemagne et dans la sous-région. Cet appui a non seulement permis l'augmentation des volumes à l'exportation, mais aussi d'aider la GIZ dans la mise en place de deux partenariats public-privés. Ces partenariats ont été mis en place avec les entreprises EgeSun et CIMPEX concernant la promotion de la mangue bio séchée et avec Bayer CropScience et Greenyard pour la mangue fraîche.
- L'amélioration de la productivité et de la qualité de la production de mangues, abordant les questions suivantes :
 - ◇ La mise en place de la collecte de données et du système de traitement en se servant du référencement géographique ;
 - ◇ La maîtrise et application rigoureuse des bonnes pratiques agricoles (Farmer Field Schools et Farmer Business Schools) pour l'entretien des vergers, le contrôle des drosophiles, l'irrigation, la fertilisation et les techniques de récolte et post-récolte appropriées ;
 - ◇ Une meilleure structuration du système d'approvisionnement en intrants (étude de la protection des cultures, relations avec les fournisseurs agréés, production de jeunes plants certifiés pour de nouvelles plantations, etc.).
- Les standards et normes : Actualisation des spécifications comme cadre de référence pour les filières

principales et intégration des spécifications dans un programme normatif au niveau national.

- La certification :
 - ◇ L'appui à la mise à niveau des vergers pour la certification GLOBAL G.A.P., Bio, Tesco, BRC, HACCP, etc. ;
 - ◇ L'utilisation de différents programmes de certification comme moyen d'accès aux réseaux de distribution sur les marchés d'exportation.
- L'appui de la gestion d'infrastructures et d'installations existantes :
 - ◇ En coopération avec le projet de diversification et compétitivité agricole au Mali (PCDA) financé par la Banque Mondiale, l'appui à la gestion des infrastructures de refroidissement et conditionnement du Périmètre Logistique Aménagé en Zone Aéroportuaire (PLAZA), ce qui a contribué à une importante augmentation de l'exportation de mangue vers Europe ;
 - ◇ Le renforcement des capacités de l'unité de refroidissement de Sikasso pour le conditionnement de la mangue fraîche et d'autres produits périssables avant l'embarquement, ce qui améliore l'accès au marché pour des petits producteurs de mangues.

Pour de plus amples informations, veuillez contacter :
yaya.ballo@afci.de holly.hufnagel@afci.de



Madagascar — Assurance contre les risques climatiques, Composante III

Depuis 2017, la GIZ met en œuvre le programme « *Adaptation des chaînes de valeur agricoles au changement climatique (PrAda)* » à Madagascar. L'objectif global du programme est d'augmenter la productivité des acteurs des chaînes de valeur agricoles particulièrement touchées par le changement climatique.

La GIZ met en œuvre des mesures réparties en trois composantes :

- Composante I : Les acteurs des chaînes de valeur accèdent plus facilement aux systèmes agrométéorologique de prévision et à des services agricoles supplémentaires, permettant de produire ce qui est adapté au changement climatique ;
- Composante II : Les cadres structurels des chaînes de valeur, en particulier l'organisation et la coopération des acteurs, sont améliorés. L'accès à l'équipement est facilité et les techniques de production sont adaptées ;
- Composante III : Des régimes d'assurance contre les risques climatiques sont introduits, impliquant que les acteurs des chaînes de valeur peuvent assu-

rer leurs cultures contre des pertes de revenus découlant de phénomènes climatiques et météorologiques.

Le consortium Agriculture and Finance Consultants GmbH (AFC) et Académies des coopératives allemandes (ADG) ont commencé à mettre en œuvre la troisième composante durant les 20 premiers mois du projet, qui a démarré fin juillet 2018. L'atelier de lancement a eu lieu à Antananarivo le 9 août 2018, ainsi que les premières réunions avec la GIZ et tous les principaux acteurs du projet. Nos experts appuieront les acteurs tout au long des chaînes de valeur en leur procurant l'accès à des produits d'assurance devant permettre de renforcer leur résilience aux effets du changement climatique sur leur production agricole.

Vu que les trois composantes sont liées, le succès du programme dépendra d'une bonne coordination entre tous les acteurs. Le programme PrAda et notre équipe ont l'intention d'intervenir à tous les niveaux, c.-à-d. au niveau des acteurs étatiques (macro), des compagnies d'assurance, des organisations fédératrices et autres

acteurs du secteur privé (meso) et, pour finir, les producteurs individuels (micro).

Notre équipe technique, composée de trois experts locaux long-terme et appuyée par des consultants internationaux et nationaux court-terme très expérimentés, verra l'atteinte des objectifs dans six domaines d'intervention :

- L'analyse et l'alignement des attentes des acteurs nationaux ;
- L'appui et le renforcement des compagnies d'assurance nationales ;
- L'analyse et l'amélioration du cadre réglementaire ;
- Le développement et la distribution de produits d'assurance climatique ;
- L'éducation financière, centrée sur l'assurance climatique ;
- L'évaluation des risques dans les chaînes de valeur.

Pour de plus amples informations, veuillez contacter :



jakob.lutz@afci.de



Madagascar — Fonds national de l'électricité

AFC et son partenaire de consortium ADG se sont vu attribuer le contrat pour le projet de la GIZ à Madagascar « *Programme d'Électrification par les Énergies Renouvelables (PERER)* ». AFC et ADG ont constitué une équipe d'experts internationaux et nationaux hautement qualifiés pour transformer le Fonds national de l'électricité (FNE) existant, mais peu efficace en un nouveau Fonds national de l'énergie durable (FNED).

Madagascar souffre d'un manque d'accès à un approvisionnement en énergie électrique propre et fiable, un obstacle majeur au développement économique du pays. Ce manque d'accès à l'électricité et son approvisionnement instable ont un impact négatif sur les secteurs les plus prospères du pays, à savoir le secteur manufacturier, le tourisme et le secteur agroalimentaire. Il freine la croissance durable de l'économie et la lutte contre la pauvreté. Les zones rurales sans accès à l'électricité ont recours à la biomasse (essentiellement bois et charbon) pour cuisiner et la paraffine pour l'éclairage, ce qui a un impact négatif sur la santé des Malgaches et l'environnement du pays.

En 2015, afin de remédier à ces problèmes, le gouvernement malgache a décidé, dans le cadre de sa *Nouvelle politique énergétique (NPE)*, de mettre en place des centrales hydroélectriques, des systèmes photovoltaïques et des éoliennes, ainsi que des capacités de production d'énergie propre hors-réseau afin d'augmenter l'utilisation de sources d'énergie renouvelables. L'objectif est de produire 70% de l'énergie du pays à partir de sources d'énergie renouvelables d'ici 2030. Actuellement, seulement 15% de l'énergie du pays pour l'appareillage électrique et l'éclairage proviennent de sources d'énergie

propres.

Les objectifs de la NPE ne peuvent pas être atteints sans le financement adéquat d'investisseurs publics et privés. La GIZ à Madagascar s'occupe précisément de ce problème en créant une institution financière qui sera chargée de la gestion du FNED. La vaste expérience d'AFC et d'ADG dans l'introduction et la mise en place de processus efficaces et transparents dans des institutions financières, se basant sur les normes internationales en matière de comptabilité et de présentation des rapports financiers, aidera à attirer les investisseurs et les bailleurs publics et privés.

À partir de juin 2018, l'appui d'AFC et ADG à l'institution financière et au FNED rendra les investissements dans des projets d'énergie renouvelable plus attrayants, sûrs et transparents. Le projet engendrera une plus grande mobilisation de fonds pour de tels projets et soutiendra donc la stratégie du gouvernement décrite dans sa NPE. Il sera la pierre angulaire d'une croissance constante et durable, ce qui aidera à réduire la pauvreté et améliorer le bien-être économique des Malgaches.

Pour de plus amples informations, veuillez contacter :



marcel.pape@afci.de

Sierra Leone — Rural Extension Services Ltd comme fournisseur de formation

La Sierra Leone fait face à un taux de chômage particulièrement élevé. La main-d'œuvre actuelle est estimée à 2,7 millions de personnes, dont près de 1,6 million (59 %) est sans emploi ou sous-employée – en particulier les jeunes, surtout en milieu rural. Afin d'encourager la création d'emploi pour les jeunes dans le secteur agricole, il est primordial de renforcer les capacités des jeunes agriculteurs. À cet effet, AFC s'est associée à la Gesellschaft



für angewandte Kommunalforschung mbH (GEFAK) pour concevoir et mettre en œuvre le programme de formation Integrated Farmers Training (IFT) en Sierra Leone. Les activités ont lieu dans le cadre du Programme de promotion de l'emploi (EPP III) de la GIZ, pour laquelle AFC met en œuvre la composante chaîne de valeur agricole en coopération avec Welthungerhilfe.

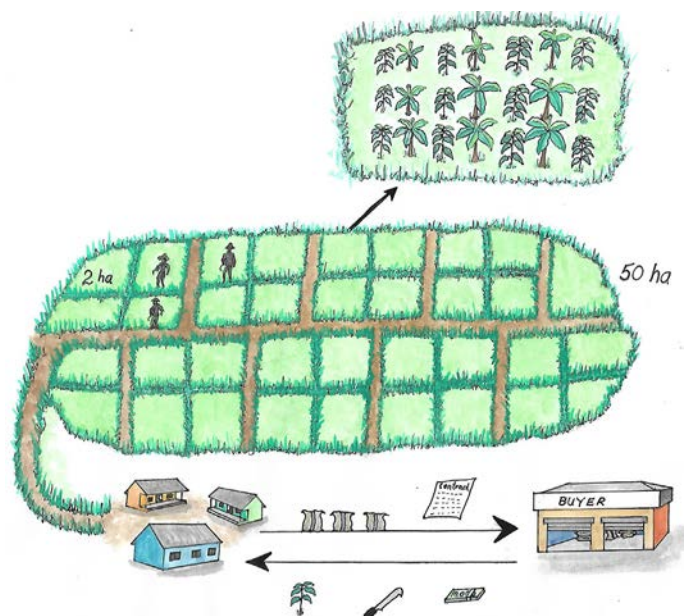
Dans le contexte de ce programme, AFC réhabilite des plantations de cacao, de café et de riz abandonnées et négligées suite à la guerre civile et renforce les capacités des jeunes agriculteurs. Concernant ces activités, il est important de se pencher sur tous les aspects pouvant améliorer la situation de l'emploi des jeunes. Par conséquent, le programme IFT comprend des éléments renforçant leurs pratiques agricoles (Farmer Field School, FFS), leurs connaissances commerciales (Farmer Business School, FBS) et le développement de leurs attitudes (Farmer Entrepreneurship Training). Le projet a soigneusement sélectionné 40 facilitateurs locaux qui reçoivent une formation continue sur ces méthodes, afin qu'ils puissent proposer des formations de qualité à nos agriculteurs. D'ici la fin prévue du programme EPP III mi-2020, AFC souhaite atteindre plus de 14 000 agriculteurs.

La méthodologie IFT allie théorie et éléments pratiques. Après chaque session, les agriculteurs sont encouragés à mettre en pratique les résultats-clés de la formation dans leur travail quotidien. Au bout d'une semaine, le facilitateur retourne dans la communauté et inspecte les

champs en compagnie des agriculteurs. Il leur fait des démonstrations pratiques en réponse aux questions ou problèmes auxquels ils ont fait face entre-temps. Pour fournir aux agriculteurs l'illustration de pratiques agricoles efficaces, AFC a mis en place sept rizières pilotes, appliquant les méthodes du Système de riziculture intensive (SRI). Actuellement, nous projetons d'autres projets pilotes pour le cacao et le café, dans le but de faire la démonstration de différentes pratiques de fertilisation. Les rizières pilotes ont déjà montré comment les agriculteurs peuvent tripler leur productivité.

Au cours de la mise en œuvre, nous avons constaté que nous comblons une lacune importante en Sierra Leone, où de tels services de vulgarisation agricole n'existaient pas pour les agriculteurs. Cela donne l'occasion à AFC de contribuer à un développement agricole plus large dans le pays et à la création d'emplois pour les facilitateurs. Afin de tirer parti de ces résultats de façon durable, nous soutenons les facilitateurs dans leur stratégie de création de leur propre entreprise, ce qui fournira des services de formation agricole au programme EPP. Nous espérons fortement que ce démarrage sera en mesure d'attirer des clients au delà de l'EPP, contribuant ainsi à la durabilité de cette approche.

L'entreprise des facilitateurs a été enregistrée le 11 mai 2017 sous le nom de Rural Extension Services Limited (RES Ltd). L'entreprise comprend 21 actionnaires et six membres du Comité directeur sélectionnés parmi les facilitateurs. Nous sommes heureux d'annoncer que le projet a déjà signé les premiers contrats avec RES Ltd pour la formation de 3 857 producteurs de cacao, de café et de riz.





Créer une nouvelle entreprise n'est pas simple. C'est pourquoi nous avons décidé de mettre RES Ltd en relation avec une entreprise locale, Jula Ltd, qui existe depuis quelques années et travaille dans le domaine de la certification bio. Jula a déjà parcouru avec succès tout le processus de démarrage et assistera RES Ltd dans les mois à venir au niveau de l'administration, des finances,

de la gestion des ressources humaines, du planning, du marketing, etc. Dans les années à venir, AFC continuera à coacher RES Ltd, assurant le fonctionnement de l'entreprise à long terme comme prestataire de services fiable et contribuant ainsi au développement agricole et à une hausse de l'emploi en Sierra Leone.

Pour de plus amples informations, veuillez contacter :



bert.smit@afci.de



johannes.geisen@afci.de

Bénin et Zambie — Analyse commerciale et formation en investissement pour exploitations agricoles

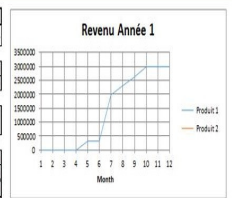
Entre juin 2017 et juillet 2018, AFC a développé un nouveau concept de formation devant faciliter l'accès au financement agricole pour les jeunes agriculteurs et PME du secteur agro-industriel. Dans le cadre du projet global de la GIZ "Promotion du financement agricole en faveur des exploitations agricoles et entreprises agro-industrielles en milieu rural", notre équipe a conçu un concept de formation de 4-5 jours qui a été testé au Bénin et en Zambie : Analyse du fonctionnement économique et formation en investissement pour exploitations agricoles (AgBAIT). Comme le suggère son nom, le concept de formation ne se limite pas seulement aux investissements dans de nouveaux moyens de production, mais fournit également des outils destinés à faciliter des analyses comparant les différentes activités des exploitants.

L'une des caractéristiques essentielles de la formation est l'introduction d'un outil d'appui basé sur Excel qui a été conçu par un processus itératif au cours du projet. L'outil tient compte de la diversité des activités des jeunes agriculteurs et des PME agricoles et permet aux formateurs de générer une présentation structurée de données existantes et prévues de l'entreprise. Durant les sessions de formation pilotes, les participants ont apprécié l'utilisation d'ordinateurs portables pour l'analyse de leurs données commerciales. En plus d'une formation sur ordinateur, AgBAIT peut également être mise en œuvre comme formation classique sur papier. Cependant, les calculs automatisés et l'option permettant d'adopter et de mettre facilement en place des stratégies de développement commercial font de l'analyse basée sur Excel un outil plus puissant et adapté pour des entreprises agricoles en développement.

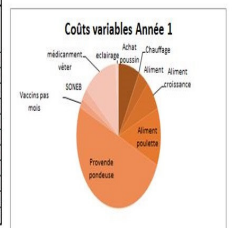
Certes, le groupe cible des formations basées sur l'informatique pour producteurs agricoles en Afrique subsaharienne est plutôt réduit, mais nous sommes convaincus que les formations basées sur les TIC procurent de nets avantages si elle sont bien conçues.

Partie 1: Marché - coûts

		Année 1													
1. Revenu		Unité	M1	M2	M3	M4	M5	M6	M7	M8	M9	M10	M11	M12	Totale année
1.1. Quantité vendue															
Produit 1	Oeuf					6000	6000	36000	42000	48000	54000	54000	54000	30000	
Produit 2															0
1.2. Prix															
Produit 1	CFA					55	55	55	55	55	55	55	55	55	
Produit 2	CFA														
-> Revenu															
Produit 1	CFA		0	0	0	330000	330000	1980000	2310000	2640000	2970000	2970000	2970000	1650000	
Produit 2	CFA		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
Total Revenu	CFA		0	0	0	330000	330000	1980000	2310000	2640000	2970000	2970000	2970000	1650000	



		Quantité Année 1												Total dépenses année		
2. Coûts variables		Unité	Prix unité	M1	M2	M3	M4	M5	M6	M7	M8	M9	M10	M11	M12	Total dépenses année
Achat poisson	ps	900	CFA	2000												1800000
Chauffage	Elec	50.000	CFA	1												50000
Aliment	kg	295	CFA	2940												871200
Aliment croissance	kg	265	CFA		5250											1391250
Aliment poulette	kg	207	CFA			7000	7000									2598000
Provenance poulesse	kg	250	CFA					6400	6400	6400	6400	6400	6400	6400	6400	11200000
Vaccins pas mois	vacc	20	CFA	2000	2000	2000	2000	2000	2000	1800	1800	1800	1800	1800	1800	455000
SONEB	m³	800	CFA	60	60	60	60	60	60	60	60	60	60	60	60	576000
médicament vétér	medic	40	CFA	2000	2000	2000	2000	2000	10000	10000	10000	10000	10000	10000	10000	2880000
éclairage	kWh	200	CFA	40	40	40	40	40	40	170	170	170	170	170	170	252000
Total coûts variables	CFA		2883300	1672250	176000	1625000	1625000	1776000	2118000	2118000	2118000	2118000	2118000	2118000	22475500	



Les documents de la formation AgBAIT ont été élaborés en français et en anglais et seront mis en pratique au Bénin et en Zambie par la GIZ. Le projet a été mis en œuvre en consortium avec ADG et CEFE International.

Pour de plus amples informations, veuillez contacter :



nico.wilms-poseden@afci.de

Bénin — Promotion de l'Agriculture, ProAgri III

En coopération avec son partenaire IDC Unternehmensberatung GmbH, AFC est de nouveau impliquée dans la mise en œuvre d'un projet de la GIZ, ProAgri (*Promotion de l'Agriculture*) au Bénin. Après avoir mis en œuvre deux composantes de la première phase de ce projet, AFC participe maintenant à la troisième phase. Les activités ont commencé en octobre 2017 avec une équipe de 20 membres.

Le domaine d'intervention de ProAgri comprend 16 communes sélectionnées dans les quatre départements Atakora, Donga, Borgou et Collines au Bénin. La troisième phase de ProAgri se penche sur trois domaines d'intervention :

- L'appui politique et stratégique ;
- La structuration des chaînes de valeur ;
- La qualification de prestataires de services et d'acteurs sélectionnés du secteur.



Crédits photo Olivier Girard, droits d'auteur GIZ/PoAgri

Notre consortium est responsable de la mise en œuvre du troisième domaine d'intervention aux niveaux micro et meso. ProAgri travaille avec quatre chaînes de valeur sélectionnées : riz, soja, cajou et karité, dans neuf sous-chaînes de valeur (par exemple riz étuvé pour le marché local, amandes de cajou pour l'exportation, beurre de karité pour les marchés locaux et régionaux et soja transformé industriellement).

L'objectif global est d'améliorer les rendements des chaînes de valeur à long terme. Ainsi, le résultat escompté du troisième domaine d'intervention est le suivant : les acteurs des chaînes de valeur sélectionnées ont amélioré leurs capacités entrepreneuriales et techniques en termes de méthodes de production et de transformation durables ou de marketing. ProAgri cible par conséquent les acteurs des quatre chaînes de valeur, par exemple les fournisseurs d'intrants, les producteurs, les transformateurs et les marchands. Face à l'important rôle des femmes dans le développement rural de façon générale, et spécialement dans les chaînes de valeur du riz, karité, et soja, ProAgri consacre une attention particulière à leur accompagnement et à la croissance de leurs revenus.

ProAgri III se base sur les activités et résultats réalisés pendant les phases précédentes et prévoit d'en pour-

suivre l'intensification et le développement. Les documents et approches de formation seront adaptés et le pool de formateurs qualifiés élargi. Les principaux partenaires dans la mise en œuvre du projet sont les organisations qui chapeautent les agriculteurs des quatre chaînes de valeur. Un objectif important est de renforcer ces entités au niveau personnel, organisationnel et stratégique, afin de leur permettre d'offrir des services professionnels fiables et efficaces à leurs membres qui n'hésiteraient plus à payer leurs cotisations d'adhérents.



Crédits photo Olivier Girard, droits d'auteur GIZ/PoAgri

Entre autres activités, ProAgri organise et appuie :

- des formations du domaine technique, entrepreneurial (Farmer Business School) et organisationnel ;
- des mesures devant faciliter l'accès au crédit, à l'équipement et à des fours améliorés ;
- des plateformes de marketing et de dialogue public-privé ;
- la mise en place d'organisations de secteur.

Des formations techniques ont lieu dans le domaine des pratiques en matière d'hygiène et de transformation, par exemple concernant la transformation des graines de soja en tofu (env. 6 000 femmes ciblées), des amandes de karité en beurre de karité (env. 9 000 femmes ciblées), du riz en riz étuvé (2 500 femmes ciblées) et des pommes de cajou en jus naturel. Outre cela, l'équipement nécessaire à la production et la transformation est fourni et les participants apprennent à l'utiliser correctement.

Pour de plus amples informations, veuillez contacter :



helmut.kobilke@afci.de



kerstin.huck@afci.de

Nigéria — Centre d'innovation verte

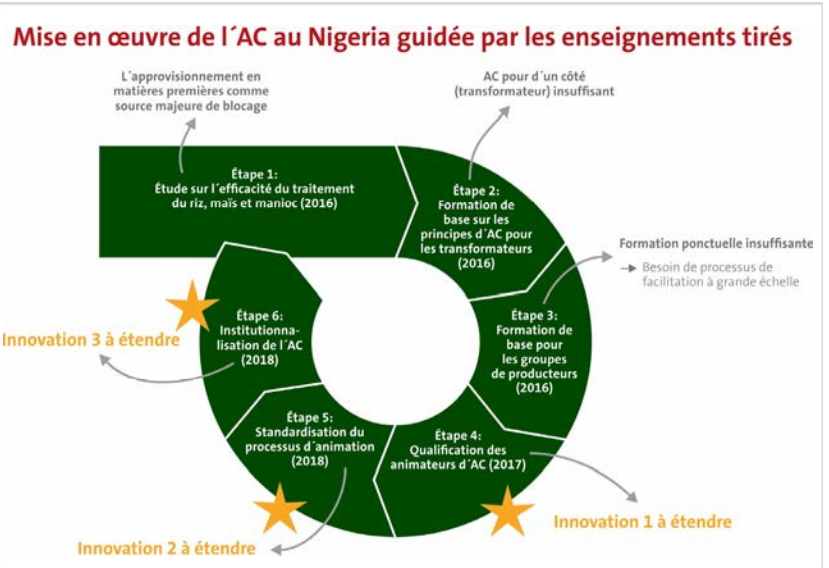
Intensification de l'agriculture contractuelle

En 2016, le Centre d'innovation verte (GIZ-GIAE) du Nigéria a démarré son intervention en agriculture contractuelle (AC) en réalisant une série d'études sur l'efficacité de la transformation dans les chaînes de valeur du manioc et du riz. L'objectif de ces études est de mieux comprendre les obstacles et défis majeurs auxquels les transformateurs font face et de faire des recommandations individuelles aux entreprises partenaires du GIAE concernant d'éventuelles améliorations de leur efficacité.

Les études ont clairement démontré que la majorité des transformateurs font face à des problèmes d'approvisionnement régulier en produits frais de qualité. Pour résoudre ces problèmes, le projet veut tout d'abord renforcer les petits exploitants en accroissant leurs capacités de production (grâce aux bonnes pratiques agricoles et aux formations FBS, « Farmer business school »), afin d'augmenter la disponibilité de produits frais de qualité sur le marché. Outre cela, le GIAE a commencé à proposer des formations de base sur les principes de l'AC pour les transformateurs conformément à l'approche d'AC de la GIZ. Cependant, pour établir des liens durables entre les producteurs et les acheteurs des produits, le concept d'AC devait être rendu opérationnel. De même, les organisations d'agriculteurs devaient être sensibilisées pour équilibrer les connaissances des deux parties contractuelles. Le projet a donc commencé à proposer des formations aux fournisseurs des entreprises partenaires.



Établir un système d'AC qui fonctionne nécessite une forte implication de toutes les parties concernées. L'établissement d'une relation de confiance entre les fournisseurs (producteurs) et les acheteurs (transformateurs) prend également du temps. Une formation ponctuelle permettra uniquement d'acquérir des connaissances de base des principes. Par contre, seule une aide supplémentaire sous forme de formation et/ou de coaching approprié aux besoins conduira à la réussite de la restructuration de systèmes d'AC existants ou de la conception de nouveaux systèmes. Pour satisfaire à ce besoin, le GIAE du Nigéria a développé et lancé un processus de certification efficace en trois étapes pour les



formateurs et coaches de l'AC. Les 14 formateurs et coaches présélectionnés ont participé à une série de sessions de formation de formateurs et ont été soumis à des exercices pratiques sur le terrain. Sur 14 participants, six ont finalement été désignés pour collaborer avec les entreprises partenaires sélectionnées dans les quatre chaînes de valeur du GIAE. Ces coaches et formateurs travailleront en tandem pendant six mois, étroitement encadrés par un maître formateur en AC. Le lancement du processus de facilitation a eu lieu en avril 2018 avec 15 entreprises partenaires du GIAE. Sur la base de l'évaluation rapide des systèmes existants, les entreprises partenaires et les coaches ont défini les étapes de leur collaboration, tel que fixé dans un plan de développement d'AC. Afin de garantir le succès de ce projet pilote et d'encourager l'apprentissage en équipe parmi les consultants, le projet organise également des activités d'apprentissage périodiques. Au bout de six mois, une évaluation détaillée aura lieu. Les résultats serviront à poursuivre la standardisation du processus de facilitation et à élaborer une certification pour les consultants AC.

Pour de plus amples informations, veuillez contacter :



baba.ashmara@afci.de



virginie.duthoit@afci.de

Algérie — Préparer les jeunes entrepreneurs à leurs futures exploitations

Afin de diversifier l'économie du pays et de lutter contre la pauvreté en milieu rural, les autorités algériennes se sont délibérément engagées depuis 2008 dans une politique proactive de renouveau agricole et rural. Le « Programme de Création de Nouvelles Exploitations Agricoles et d'Élevage » (PCNEAE), composante centrale de cette politique, a démarré en 2011. Ce programme a pour but d'octroyer des concessions sur des terres inexploitées à des jeunes femmes et hommes des communautés agricoles et rurales. Progressivement, le Ministère de l'Agriculture, du Développement Rural et de la Pêche (MADRP) a pris conscience de la nécessité d'améliorer le système d'octroi de concessions en mettant en œuvre des processus pour le renforcement des capacités des jeunes gens, des opérateurs agricoles et ruraux, des acteurs institutionnels fournissant de l'assistance, de même que du personnel enseignant des établissements scolaires agricoles.



Un projet d'appui du PCNEAE a donc démarré en mars 2016, financé par la Banque africaine de développement (BAD). Sa mise en œuvre a été confiée à AFC. Le projet se concentre sur la mise en œuvre d'une formation pilote et d'un appui à l'entrepreneuriat agricole et rural pour jeunes gens désireux de créer leur propre entreprise. Par exemple, au total 86 jeunes futurs agriculteurs (dont 20% de femmes) venant de près de dix wilayas ont pu bénéficier d'une formation en entrepreneuriat agricole de trois mois, avec comme résultat le développement de leur propre business plan. La formation a été suivie d'un accompagnement, afin de faciliter les premières étapes des jeunes entrepreneurs agricoles. Ces sessions ont eu lieu dans deux établissements de formation agricole rattachés au MADRP, l'Institut de Technologie Moyen Agricole Spécialisé (ITMAS) de Sétif pour la région orientale du pays et l'ITMAS de Djelfa pour la région des hauts plateaux.

En même temps, afin d'assurer le caractère durable du projet, seize formateurs issus d'une douzaine d'établissements de formation agricole du pays ont aussi bénéficié de programmes de renforcement des capacités en entrepreneuriat agricole. Six d'entre eux ont été coachés par l'équipe d'AFC et sont intervenus comme co-facilitateurs durant la formation de jeunes agriculteurs, les préparant ainsi à prendre la relève une fois le projet d'appui terminé. Pour finir, près de quinze gérants de différentes structures d'appui agricole, telles que les Directions de services agricoles (DSA), l'Office National des Terres Agricoles (ONTA), les Chambres de l'Agriculture des Wilayas (CAW) et le Bureau National d'Études pour le Développement Rural (BNEDER), ont vu leurs capacités renforcées dans les domaines de l'entrepreneuriat agricole, la gestion de cycle de projet et la communication adaptée aux jeunes agriculteurs.

À la fin du projet en juin 2018, le projet d'appui du PCNEAE a contribué à l'établissement de plusieurs douzaines de jeunes agriculteurs algériens. Il a également mis en place les conditions assurant sa pérennité en imposant une référence pour la formation en entrepreneuriat agricole testée dans les conditions locales. Le projet a aussi permis la formation de formateurs dans des établissements scolaires agricoles publics et de coaches dans des services de vulgarisation agricole. Ceux-ci seront en mesure de promouvoir de façon indépendante l'entrepreneuriat agricole parmi les jeunes femmes et hommes désireux de monter leur propre entreprise agricole dans d'autres régions d'Algérie.

Pour de plus amples informations, veuillez contacter :



pierre.soloviev@afci.de



virginie.duthoit@afci.de

Niger — Sécurité alimentaire et nutritionnelle et développement agricole durable



- un appui en matière de pilotage, suivi et reporting ;
- un appui du renforcement des capacités en termes de gestion de projet.

Ces activités devraient contribuer à atteindre les objectifs suivants :

- Promouvoir les politiques et réformes sectorielles ;
- Renforcer la gouvernance au niveau sectoriel ;
- Satisfaire aux besoins essentiels de la population en améliorant l'accès aux services dans les domaines de l'agriculture durable et de la sécurité alimentaire et nutritionnelle.

Le public cible de l'opération est composé des partenaires institutionnels du HC3N (ministères et institutions publiques), tandis que les petits agriculteurs en sont les bénéficiaires finaux. Il s'agit du premier projet d'AFC au Niger en tant que responsable du consortium et de son troisième projet en tant que partenaire.

Pour de plus amples informations, veuillez contacter :



marie-laetitia.catta@afci.de

En mars 2018, AFC, en consortium avec CA 17 (France), ADE (Belgique) et la GOPA, a signé un nouveau contrat avec la Délégation de l'Union européenne au Niger. Le projet, d'un volume de financement de 8 millions d'euros, s'étendra sur une durée prévue de 3 ans et demi. AFC fournira au Haut Commissariat à l'Initiative 3N (HC3N) « *Les Nigériens nourrissent les Nigériens* » et à la Délégation de l'UE son assistance technique pour le Contrat de réforme sectorielle en appui au secteur « *Sécurité alimentaire et nutritionnelle et développement agricole durable (CRS-SANAD)* ».

Les principales activités du projet doivent être produites par le HC3N, les ministères partenaires et le comité de pilotage à savoir :

- un appui méthodologique et technique ;

Ghana — Diversifier les variétés de mangues

Le Programme d'Agriculture Orientée vers le Marché (MOAP) de la GIZ, en partie mis en œuvre par AFC soutient les principaux acteurs de l'industrie de la mangue par l'intermédiaire de la Table ronde nationale de la mangue et les aide à décider de stratégies de modernisation des chaînes de valeur et l'élimination des goulots d'étranglement majeurs. Lors de la première Table ronde, les participants ont évoqué le problème du nombre de variétés trop restreint pour le développement de l'industrie de la mangue au Ghana. Dans une prise de position commune adressée au Ministère de l'Alimentation et de l'Agriculture (MoFA) et signée par tous les participants de la Table ronde, ces derniers ont souligné la nécessité d'« identifier les variétés, qui peuvent combler des lacunes dans les fenêtres d'approvisionnement de façon collaborative, impliquant toute l'industrie » et ont exprimé le besoin en essais variétaux, de même qu'en importation de nouveaux intrants.

La diversification des variétés est une priorité majeure dans le MOAP, en raison de l'industrie transformatrice bien développée qui constitue l'un des atouts particuliers du secteur ghanéen de la mangue. Les transformateurs doivent utiliser les capacités dont ils disposent de la manière la plus possible durant l'année. Pour ce faire, il nécessite-



Crédits photo Manuela Blaser

ront une période de récolte plus longue, ce qui n'est possible qu'avec une plus grande gamme de variétés. HPW Fresh & Dry Ltd est fortement intéressée par la diversification des variétés. L'entreprise la considère comme profitable tant d'un point de vue commercial que d'un point de l'intérêt général. Le MOAP s'est associé à la HPW, avec laquelle il a partagé les frais de l'expert en développement de la mangue, Nicholas Evans, chargé en 2014 de se pencher sur la situation des variétés au Ghana en ayant recours aux bonnes pratiques internationales.

En 2014, une pépinière de manguiers a été mise en place chez HPW dans le but de développer des variétés ayant donné de bons résultats lors de tests au Ghana. HPW a importé 32 nouvelles variétés en 2015, qui ont été greffées à la pépinière de HPW. Une parcelle d'essais variétaux a été mise en place sur le site de l'usine d'HPW et également dans les fermes sous contrat avec HPW dans les zones de culture de la mangue des régions de l'Est et de Brong Ahafo. De plus, le MOAP a négocié avec HPW un accord de financement régulier pour un bureau local du MoFA, afin que celui-ci puisse effectuer l'entretien de base de la parcelle de variétés de mangues à Vakpo. Cette parcelle, instaurée par le MoFA, était tombée en désuétude. HPW a également réalisé une première évaluation des cultures en mai et juin 2017 lors des tests de variétés à Vakpo, étant la propriété du MoFA et donc un bien public. Trois variétés se sont imposées : Oro, avec son rendement élevé et une résistance notable aux champignons, Maya, avec ses gros fruits, ainsi que Rapoza avec son excellent goût sucré. Les trois variétés ont mûri bien plus tôt que Kent ou Keitt, qui sont les variétés dominantes au Ghana.

Ce projet témoigne de la collaboration réussie entre un projet de développement bilatéral, une entreprise leader dans la chaîne de valeur et le Ministère de l'Alimentation et de l'Agriculture. Au Ghana, il est difficile d'obtenir la

contribution du MoFA au financement d'un tel accord tripartite, étant donné que ses ressources budgétaires sont en grande partie affectées à des programmes soutenant les chaînes alimentaires de base. Sans partenaires privés désireux d'investir leurs ressources dans la recherche et l'évaluation des variétés, un tel projet de diversification des variétés ne pourrait être réalisé. Le MOAP fournit uniquement une assistance technique et sa contribution financière est limitée. Les coûts récurrents pour maintenir les tests, les analyser et les commercialiser doivent être pris en charge par une ou plusieurs entreprises du secteur privé ayant une capacité financière suffisante pour pouvoir ajouter ces dépenses à son/leur activité principale.

Pour de plus amples informations, veuillez contacter :



christoph.arndt@afci.de matthias.webendoerfer@afci.de

Centre de formation et du savoir-faire agricole germano-zambien — Lancement réussi d'une nouvelle phase

Depuis 2014, AFC met en œuvre le Centre germano-zambien de compétences et de formation agricoles (Agricultural Knowledge and Training Centre – AKTC), en coopération avec ses partenaires DLG International, DEULA Nienburg et IAK Agrar Consulting Leipzig. Le projet est financé dans le cadre du programme de coopération bilatérale du Ministère fédéral allemand de l'alimentation et de l'agriculture (BMEL) et appuyé par 12 partenaires allemands du secteur de l'agribusiness fournissant les machines, les semences et les intrants phytosanitaires pour l'AKTC. Notre partenaire local, Golden Valley Agricultural Research Trust (GART), fournit les terres et autres installations pour les formations et démonstrations de l'AKTC à leur ferme de recherche de Chaloshi, à 70 km au nord de Lusaka.

En août 2018, la deuxième phase du projet a démarré, durant laquelle l'accent sera mis sur la formation d'exploitants émergents et d'agents de vulgarisation nationaux qui peuvent agir comme multiplicateurs de la formation dans d'autres régions de Zambie.

Au démarrage de cette 2^{ème} phase, une étude de la ligne de base a été effectuée avec 158 agriculteurs émergents aux environs de l'AKTC. Les participants à cette enquête ont été interviewés entre autres sur leurs pratiques agricoles, leur niveau de mécanisation et leurs besoins en formation les plus urgents. Sur la base des résultats de cette enquête, l'équipe de

l'AKTC, avec l'aide de l'équipe de vulgarisation du Ministère de l'agriculture, peut maintenant adapter les formations à la demande du nouveau groupe cible.

En outre, une coopération avec l'Institut de sciences agricoles tropicales (Hans-Ruthenberg-Institut) de l'Université de Hohenheim en Allemagne a été initiée. La coopération aura lieu à quatre niveaux :



- La détermination d'approches de formation en mécanisation dans divers pays d'Afrique ;
- L'analyse des besoins en formation des agriculteurs zambiens ;
- L'évaluation de différentes approches de formation pour agriculteurs et estimation de l'impact écono-

mique long-terme de la formation ;

- Les tests sur le terrain et formation en agriculture de conservation.

Ce dernier point sera mis en œuvre conjointement avec la CFU (Unité d'agriculture de conservation), située non loin de l'AKTC.

Afin de pouvoir fournir des formations plus approfondies et à plus long terme, l'équipe de l'AKTC – avec l'appui financier du BMEL – a construit un foyer pouvant héberger 28 apprentis dans les locaux de notre organisation partenaire GART.



Les premières candidatures pour une formation long-terme chez AKTC ont déjà été reçues et les sessions de formation sont en préparation. AKTC a présenté son programme de formation lors de l'Agritech Expo, l'une des plus grandes foires agricoles de la région, qui a eu lieu du 12 au 14 avril 2018. Ayant reçu une demande de formation d'une entreprise privée ghanéenne, une formation d'un mois a démarré début mai avec trois jeunes agriculteurs ghanéens.



L'installation d'un système photovoltaïque pilote fourni par l'un de nos partenaires commerciaux privés, la BayWa r.e., constitue également une nouvelle contribution de l'AKTC au cours de la phase 2 du projet. Le système photovoltaïque fournit suffisamment d'énergie verte pour irriguer avec un pivot 9 ha et pour fournir l'électricité des bureaux de l'AKTC et du foyer d'apprentis.

Afin d'être moins dépendant de l'alimentation en énergie peu fiable et de réduire les émissions de CO₂ pendant le projet, 520 m² de modules ont été installés fournissant en moyenne plus de 450 KWh par jour, ce qui équivaut à 150 litres de diesel ou 145 tonnes de CO₂ par an. Ce système pilote est l'une des très rares installations photovoltaïques en Zambie et attire donc de nombreux visiteurs de l'AKTC.

De plus, compte tenu de la demande croissante en solutions numériques en agriculture, l'AKTC a également introduit une innovation : l'AGROBOT



AKTC, un système monté sur le pivot d'irrigation de 9 ha, qui fournit des photos du champ en même temps que des informations sur la température et l'humidité. Outre les photos et informations générées automatiquement, l'équipe peut envoyer des photos prises aux périodes d'importants travaux des champs (préparation du sol, application des engrais et des herbicides, récoltes) comme une sorte de conseil à distance pour les fermiers intéressés de la région. Le système utilise actuellement Twitter et publie automatiquement ses tweets sur le site de l'AKTC (www.aktczambia.com).

Le 13 avril 2018, les installations photovoltaïques de l'AKTC et le nouvel hébergement pour les apprentis ont été officiellement inaugurés par Son Excellence le Ministre de l'agriculture, M. Katambo, et le Ministre de la Province centrale, M. Mushanga. Outre ces deux ministres, l'Ambassadeur d'Allemagne en Zambie, Son Excellence M. Burkart, une délégation du Ministère fédéral allemand de l'alimentation et de l'agriculture, quatre commissaires de district et des représentants des partenaires de l'AKTC du secteur privé faisaient partie de la délégation.

Durant une réunion du comité de pilotage du projet précédant la cérémonie d'inauguration, les représentants des deux ministères ont exprimé leur appréciation mutuelle de la réussite de la coopération germano-zambienne dans le domaine de la formation et de l'éducation agricoles. Le Ministère zambien de l'agriculture considère que l'AKTC contribue significativement à la stratégie de mécanisation ciblée.

Pour de plus amples informations, veuillez consulter notre site Internet www.aktczambia.com, nous suivre sur twitter [@AKTC_Zambia](https://twitter.com/AKTC_Zambia) ou nous contacter :



helmut.anschuetz@afci.de



tesa.weiss@afci.de

Inde — Adhésion de producteurs agricoles au Centre d'innovation verte

Les agriculteurs en Inde sont souvent membres de partis politiques et rarement organisés en fonction des intérêts agricoles. L'un des principaux objectifs du Centre d'innovation verte en Inde est de créer des Compagnies de producteurs agricoles (Farmer Producer Companies, FPC). Organiser des agriculteurs en FPC leur donnera une meilleure capacité de négociation non seulement au niveau du coût et de la qualité lors de l'achat d'intrants et de la vente de leurs produits, mais aussi au niveau politique.

Nous mettons en place deux types de compagnies de producteurs agricoles : celles dont un petit groupe d'entrepreneurs agricoles est directement propriétaire et des plus grandes consistant en de petits groupes d'environ 20 fermiers qui s'unissent pour créer une FPC avec 1 000 ou 2 000 membres.

L'équipe tomate de Narayangaon dans le Maharashtra a réussi à enregistrer la première compagnie de producteurs le 6 décembre 2017 sous le nom de Versatile Agrofirst Producer Company. Elle possède 10 membres, tous propriétaires de pépinières fournissant des plants de tomates sains et autres plants à des fermiers du secteur.



L'enregistrement est la première étape vers une organisation efficace des fermiers. Par conséquent, l'accent a été mis ces derniers mois sur la formation des membres et du comité directeur, tenant compte de leurs tâches, responsabilités et questions d'ordre juridique. Une partie de ces sessions de formation ont permis l'élaboration d'une vision commune, partiellement en collaboration avec la fédération allemande Deutscher Genossenschafts- und Raiffeisenverband e. V. (DGRV). Les membres de la FPC ont aussi participé à des visites d'étude très diverses. Ainsi, ils ont pu visiter plusieurs producteurs de tourbe de coco à Karnataka ainsi

qu'une FPC à Nashik, ce qui leur a permis de bénéficier de l'expérience d'une FPC à succès.

qu'une FPC à Nashik, ce qui leur a permis de bénéficier de l'expérience d'une FPC à succès.



Jusqu'en mars 2018, la FPC avait un chiffre d'affaires de près de 35 000 euros, basés sur deux contrats exclusifs signés avec Future Biotech à Dharwad et natura cropcare de l'Institut indien de recherche en horticulture (IIHR) à Bangalore, tous deux fournisseurs d'engrais bio. Stimulés par le projet, des groupes de plus petits producteurs de tomates achètent maintenant des engrais bio à la FPC plutôt que sur le marché ouvert, ce qui leur permet d'économiser 350 euros par groupe. Cela profite donc doublement : à la FPC qui a réalisé des bénéfices et aux groupes de petits producteurs qui réduisent leurs frais d'exploitation.

Pour de plus amples informations, veuillez contacter :



mans.lanting@afci.de



johannes.geisen@afci.de

Inde — Première planteuse de pommes de terre fabriquée localement

En Inde, contrairement à la croyance populaire d'un pays surpeuplé où la main-d'œuvre ne devrait pas être un problème, celle-ci devient chère et difficile à organiser.

Le Centre d'innovation verte (GIZ) en Inde, mis en œuvre par AFC en collaboration avec ETC Consultants India Pvt Ltd, a interrogé de nombreux agriculteurs et agricultrices sur les coûts, la disponibilité et la fiabilité de la main-d'œuvre. Les coûts ont augmenté de façon drastique, de 70 INR par jour en 2009 à 300 - 600 INR par jour, alors que le prix de la pomme de terre n'a même pas doublé depuis 2009. Certains groupes de travailleurs

sont peu fiables et préfèrent recevoir un meilleur salaire d'autres producteurs plutôt que de respecter leurs obligations vis-à-vis de leur employeur. Étant donné que planter et récolter des pommes de terres prend beaucoup de temps et vu le manque de fiabilité des travailleurs, les producteurs tendent de plus à plus à mécaniser plutôt que d'augmenter les coûts.

La plupart des producteurs de pommes de terres ne cultivent pas plus d'un hectare de pommes de terres, comprenant le plus souvent trois petits champs d'un acre et parfois des parcelles de deux acres. La taille limitée des



champs est un problème majeur pour la mécanisation. De plus, les producteurs au Maharashtra (mais pas au Karnataka) font face à un problème très particulier : le sol, qui

normalement est dur comme du béton, devient une vraie « bouillie » après la moindre pluie, si bien que les machines s'enfoncent dans le sol.

Nous avons testé la charrue et herse rotative de LEMKEN et la planteuse GE32 de GRIMME. Toutes deux nécessitent un tracteur de 55 CV avec lest avant. En raison des petits champs et du type de sol, la plupart des producteurs ont des tracteurs de 45 CV maximum. Une fois les pommes de terre plantées, il n'y a pas beaucoup de travail pour les tracteurs de 55 CV, ce qui constitue un frein majeur.

Des sillons plus larges, obtenus en combinant l'équipement LEMKEN et GRIMME, permettent une augmentation substantielle du rendement. Ayant compris cela, SONALIKA, une entreprise indienne basée à Punjab, a commencé à fabriquer une version adaptée de la plan-

teuse de pommes de terre produite par GRIMME pour deux fois moins cher.

Vu qu'il s'agit de créer des sillons plus larges avec des outils plus petits et plus légers, nous avons aussi testé une planteuse IMAC. Cet équipement a bien fonctionné, à l'exception de quelques problèmes de réglage de la profondeur. Pour résoudre cela, nous avons chargé un fabricant local d'équipement agricole, Rohit Krishi Industries Pvt Ltd de Pune, de construire une planteuse identique à la planteuse IMAC, mais avec un système de réglage de la profondeur et un épandeur d'engrais. Nous testons actuellement une version de cette planteuse semi-automatique sans bac à engrais. Les résultats sont bons et les producteurs sont satisfaits du rapport coût-rendement. Nous devons ce succès à Jan Bulthuis, notre expert en pomme de terre. Nous avons convenu d'un accord valide jusqu'en 2021 avec Rohit Krishi Industries Pvt Ltd.

Pour de plus amples informations, veuillez contacter :



mans.lanting@afci.de



johannes.geisen@afci.de

Thaïlande — Soutien aux communautés

Les communautés de Thaïlande réparties dans plus de 7 000 tambons forment l'épine dorsale de l'économie du pays. De nombreuses décisions économiques sont prises au niveau des communautés par des dirigeants locaux, des petites entreprises communautaires ou des agriculteurs et des coopératives. Le seuil de pauvreté est plus élevé dans les communautés rurales ayant peu d'accès aux infrastructures des grandes villes, peu de possibilités de développer leurs compétences et peu d'accès au marché. Améliorer les opportunités au niveau des communautés afin de compléter les politiques nationales permet donc de donner aux gens les moyens de générer des revenus supplémentaires, de promouvoir l'égalité et une croissance inclusive.

Les trois domaines suivants permettent le développement communautaire et une croissance économique inclusive, la création d'opportunités pour tous et la promotion de l'égalité :

- L'accès à la finance pour les entreprises individuelles et locales grâce à des banques communautaires leur permettant d'épargner et de financer des investissements afin de profiter des opportunités économiques pour leurs familles et leurs entreprises ;
- L'accès à l'appui permettant un meilleur accès au marché pour les entreprises locales, leur permettant de se développer et de rivaliser avec des entreprises nationales, voire même internationales, de progresser dans la chaîne de valeur et d'accéder à de nouveaux marchés ;
- L'accès à des fonds pour projets sociaux au niveau communautaire pour développer des organisations

locales et des leaders capables d'aborder des problèmes locaux spécifiques et de rechercher des sources supplémentaires de financement pour les besoins de la communauté.

Le consortium AFC/ADG, financé par la BAD, appuie les trois domaines-clés du développement communautaire suivants :

- Il renforce le système bancaire communautaire en développant un réseau informatique commun, faisant des banques communautaires le canal de distribution pour d'autres services du gouvernement, permettant la croissance et une gestion améliorée des fonds de solidarité des banques communautaires ;
- Il soutient les entreprises de la communauté avec des plateformes de commerce en ligne abordables, des réseaux et des formations de développement des compétences pour permettre à ces entreprises de progresser dans la chaîne de valeur et d'accéder à de nouveaux marchés ;
- Il met en place un nouveau fonds d'investissement social, pour lequel les organisations de la communauté peuvent soumissionner de manière compétitive afin de résoudre des problèmes locaux, sociaux et économiques pour encourager les activités et le leadership locaux.

Pour de plus amples informations, veuillez contacter :



sigita.bubnys@afci.de

Territoire palestinien — Fonds d'assurance-dépôts

L'Autorité monétaire palestinienne (PMA) a récemment mis en place la Société d'assurance-dépôts de Palestine (PDIC), afin de protéger les petits déposants bancaires, promouvoir un secteur bancaire stable et sain et contribuer à un développement durable en Palestine. Le but principal de la PDIC est de fournir une assurance pour tous les dépôts et particulièrement les



petits dépôts (jusqu'à 20 000 dollars et couvrant près de 92% des déposants) à des banques agréées PMA opérant en Palestine en cas de faillite ou de liquidation de la banque.

La Coopération financière allemande (CF), représentée par la KfW, entretient une relation de longue date avec le territoire palestinien. Lors des négociations bilatérales germano-palestiniennes qui ont eu lieu le 29 juin 2016 à Ramallah, les deux gouvernements se sont entendus sur un prêt destiné à appuyer la Société d'assurance-dépôts de Palestine. Le prêt comprend une composante financière de 10 millions d'euros pour financer la majorité de l'apport en capital du gouvernement palestinien à la PDIC et faciliter l'appui technique de la PDIC concernant l'identification, la fourniture et la mise en place d'un système de prime basé sur le risque, d'un dispositif de test de résistance et système de paiement, le renforcement des capacités et l'amélioration du cadre juridique pour l'assurance-dépôts.

C'est dans ce cadre qu'AFC a été sélectionnée pour appuyer la PDIC afin de poursuivre le développement du système d'assurance-dépôts pour en faire une structure performante, efficiente, efficace et durable. Les services devant être fournis sont les suivants :

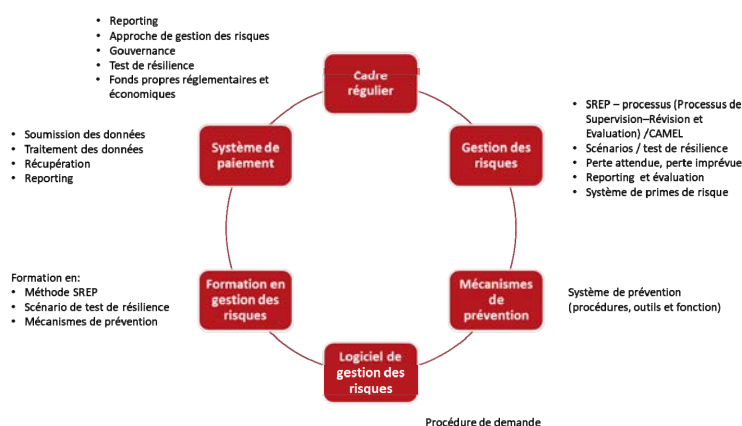
- L'élaboration d'une approche adéquate de gestion du risque, incluant un dispositif de test de résistance, afin de mettre en place une prime basée sur le risque pour le système d'assurance-dépôts ;
- L'appui de la PDIC dans l'acquisition/le développement d'un système adéquat de gestion du risque et d'évaluation, de même qu'un système de paiement ;
- La mise en œuvre du système de paiement ;
- L'appui de la PDIC dans le renforcement des capacités des gestionnaires des risques, test de résistance, primes basées sur les risques et système de paiement ;
- Amélioration du cadre juridique correspondant.

D'après notre expérience, la prime basée sur le risque est une approche très utile. Elle peut prévenir la ques-

tion de l'aléa moral qui pourrait se présenter dans le cadre d'une prime d'assurance forfaitaire. Avec un système d'assurance basé sur le risque, les banques à plus hauts risques paieraient une prime d'assurance-dépôts plus élevée que les banques à moindre risque. Toutefois, le passage d'une prime forfaitaire à une prime basée sur le risque doit être mis en œuvre avec prudence, afin d'assurer une transition harmonieuse entre les deux approches.

En raison de l'aspect hautement technique de la mission, nous avons choisi une équipe avec une longue expérience en assurance-dépôts, système de paiement, législation relative à l'assurance-dépôts, formation et intégration de solutions informatiques. L'approche de cette intervention est présentée dans le graphique ci-dessous :

Compte tenu de la taille du secteur bancaire en Palestine



(15 banques), AFC a suggéré d'envisager, non seulement une analyse quantitative, mais aussi une évaluation qualitative de chaque banque et d'élaborer des techniques de prévention des risques incitant les banques à éviter de prendre des risques évitables. Le projet a démarré officiellement en mai 2018 et devrait être achevé en avril 2021.

La PDIC est fermement résolue à mettre en œuvre un système de primes d'assurances basé sur le risque et renforcer ses capacités internes dans le domaine de la gestion du risque. Ainsi, nous sommes persuadés que ce projet sera un succès qui renforcera la présence de l'AFC / GOPA en Palestine.

Pour de plus amples informations, veuillez contacter :



akram.bourhrara@afci.de

Le GOPA Group unifie son infrastructure informatique

Le système ERP est désormais en place

Durant les dernières années, les sociétés du GOPA Group, AFC y compris, ont connu une forte croissance de leurs activités commerciales. Grâce à sa politique de développement et au nombre croissant des entités au sein du GOPA Group, la stabilité des sociétés et leur présence internationale se sont renforcées. Aux bureaux de Bad Homburg et Bonn se sont ajoutés d'autres sièges à Bruxelles, Luxembourg, Bucarest et Abu Dhabi, sans compter les nombreuses agences et représentations dans le monde entier.

La croissance continue du GOPA Group a rendu nécessaire la mise en place d'un système intégré pour unifier l'infrastructure informatique de chaque entité, afin de faciliter une évaluation globale de la rentabilité et de l'efficacité du groupe à travers ses projets et secteurs d'activité. « Nous sommes un groupe indépendant fournissant des services d'expertise technique », a souligné M. Johannes Buschmeier, membre du forum de la direction du Groupe. « Nous devons notre succès à notre vision selon laquelle des acteurs privés de la coopération au développement peuvent, à titre de conseillers de confiance, fournir un travail efficace et flexible à des programmes et projets financés par des fonds publics. L'introduction d'un nouveau système ERP dans toutes nos sociétés confirme cette vision. »

Suite à une évaluation globale incluant des présentations de solutions précises, une session de cadrage et de nombreuses visites de référence clients, la GOPA a opté pour la solution ERP de Deltek. Grâce au travail considérable de tous les membres du personnel, le nouveau système a pu être pleinement opérationnel dès mai 2018.

Le nouveau système ERP garantit la transparence maximale des projets, opérations et processus dans tous les secteurs d'activité de la GOPA. Cela inclut des éléments de gestion globale des projets et des ressources, de même qu'un cadre complet de contrôle financier à travers les cycles de vie de chaque projet individuel, depuis l'élaboration du budget à l'évaluation. L'introduction de ce nouveau système est un processus permanent, auquel le personnel du GOPA Group se consacrera réguliè-

ment durant les mois qui viennent. Nous sommes désolés des désagréments causés par ces changements considérables et indispensables et vous remercions de votre compréhension. Nous sommes confiants que le

nouveau système nous permettra de continuer à perfectionner notre gestion de projets et améliorer l'efficacité de notre gestion financière dans l'ensemble du GOPA

Group. L'introduction du nouveau système ERP est une étape importante vers un système informatique intégré, reliant les sociétés du GOPA Group entre elles et facilitant l'échange et la coopération.

Le GOPA Consulting Group est l'une des sociétés de conseil leader en Europe dans le domaine de la coopération internationale et de l'ingénierie ayant ses sièges sociaux à Bad Homburg, Bonn, Bruxelles et Abu Dhabi. Il est composé de sept sociétés de conseil indépendantes et d'entités plus petites, telles que Cofad Consultants et GOPA Luxembourg. Le Groupe se sert de ses multiples synergies, structures et processus communs pour réagir aux conditions changeantes du marché. En 2017, les recettes du Groupe ont franchi le seuil des 200 millions d'euros – un jalon important sur la trajectoire du développement de la société.

Pour de plus amples informations, veuillez contacter :



claudia.ackermann@gopa-group.org



petra.heinen@afci.de

Une partie du personnel d'AFC a emménagé dans de nouveaux bureaux

AFC Agriculture and Finance Consultants GmbH poursuit son expansion et de nouveaux membres du personnel rejoignent notre société à un rythme soutenu. Au départ, toutes nos équipes se trouvaient au siège dans la Dottendorfer Str. 82. Depuis le 24 mars 2017, notre département Développement du secteur financier, ainsi que l'équipe francophone s'occupant du domaine de l'Agriculture ont déménagé dans des bureaux « In der Raste 12 »,

non loin de notre siège où est installée l'équipe anglophone pour le secteur agricole et le département Finances, comptabilité et contrats. La logistique de notre déménagement a été bien préparée et le travail a pu démarrer sans difficultés. Les nouveaux bureaux lumineux et agréables offrent une vue magnifique des alentours immédiats et favorisent les échanges d'informations et le réseautage entre les équipes.

Les nouveaux membres du personnel à notre siège

Depuis la mi-2017, douze nouvelles personnes ont intégré notre équipe

Akram Bourhrara a rejoint AFC en novembre 2017, après avoir travaillé six ans comme conseiller bancaire chez International Project Consulting (IPC). Il a mis en œuvre des missions de conseil bancaire à long et à court terme, se concentrant sur la région du Moyen-Orient et l'Afrique subsaharienne. Il a été responsable du développement d'outils de gestion des risques du crédit permettant d'évaluer la solvabilité des MPME urbaines, rurales et agricoles, de l'élaboration des lignes directrices et procédures relatives aux produits de prêt et de dépôt, ainsi que du développement et de la mise en œuvre de formations en gestion des risques du crédit pour le personnel cadre et le personnel opérationnel bancaire. M. Bourhrara a mis en place avec succès des services spécialisés dans le financement des MPME et des clients du secteur agricole dans diverses banques commerciales et divers établissements de microfinance. En outre, M. Bourhrara a réalisé des études de faisabilité, des études financières et de marché dans de nombreux pays. Il possède une solide formation universitaire, est titulaire d'une licence en économie de l'université de Duisburg-Essen de même qu'un diplôme marocain d'études bancaires et financières (Diplôme de Technicien Spécialisé en Banque et Finance), et possède une vaste expérience professionnelle au Maroc, son pays natal, en Allemagne et dans d'autres pays. Il a une parfaite connaissance des marchés et cultures de différents pays du Moyen-Orient. Outre sa langue maternelle l'arabe, il parle couramment allemand, anglais et français.



akram.bourhrara@afci.de



ana.braumuller@afci.de

Ana Braumüller a rejoint le département Finances, comptabilité et contrats d'AFC en janvier 2018, dans la lignée de son précédent travail chez Welthungerhilfe. Mme Braumüller est titulaire d'un diplôme de la Faculté d'Économie de l'Université de Lisbonne et secrétaire bilingue diplômée d'État (INP de Lisbonne). En tant que gestionnaire financière, elle a été responsable du suivi et de la coordination de la gestion financière de projets, a acquis une profonde expérience en gestion et participé à la finalisation des projets financés par différents bailleurs. Elle possède une grande expérience en planification de projets, mise en œuvre d'interventions, budgétisation, élaboration de rapports financiers, documentation, supervision et monitoring & évaluation. Mme Braumüller a facilité le renforcement des capacités d'ONG locales partenaires en Afrique et en Asie, conseillant et fournissant de l'assistance technique au personnel financier. Outre le portugais qui est sa langue maternelle, elle parle couramment allemand, anglais, français et espagnol.

Stéphane Dé Mfouangoum a rejoint AFC en tant que chargé de projet au sein du Département francophone en janvier 2018. Il est titulaire d'une licence en science agricole et d'un Master en économie agricole et développement rural de l'Université Georg August de Göttingen. M. Dé Mfouangoum a travaillé à la représentation de la GIZ à l'UE à Bruxelles, appuyant le personnel de la GIZ dans les thématiques de commerce international des produits agricoles et de politique agricole. Il a également mené une étude pour le projet sectoriel de la GIZ sur le commerce et les chaînes de valeur agricoles, en se penchant sur les effets des restrictions de l'importation des poulets congelés sur le secteur de la volaille camerounais. M. Dé Mfouangoum parle couramment français, allemand, anglais et détient des connaissances basiques en portugais et espagnol.



stephane.demfouangoum@afci.de



olena.giesen@afci.de

Olena Giesen a rejoint AFC en juin 2018. Elle a auparavant travaillé chez Pfizer à Cologne comme responsable de la comptabilité financière et contrôle de gestion, où elle a mis en place un système de contrôle comprenant coûts et prestations, prévisions, prévision des bénéfices et planification des liquidités. Chez Pfizer, elle était également responsable de la préparation des rapports financiers, du suivi de la pré-imputation de toutes les transactions commerciales en cours, des paiements et des procédures de relance. Mme Giesen est titulaire d'un diplôme en économie de l'université d'Odessa et experte-comptable agréée (Ukraine). Elle est également comptable diplômée d'État de la Chambre de commerce de Cologne. Outre sa langue maternelle l'ukrainien, elle maîtrise parfaitement le russe et l'allemand, et parle aussi anglais.

Martin Groß a rejoint le Département anglophone d'AFC comme chargé de projet en décembre 2017. Avant de prendre ses nouvelles fonctions chez AFC, M. Groß a travaillé à court terme pour la GIZ à Berlin, renforçant le département "Enjeux politiques de la coopération au développement avec l'Afrique, l'Union africaine" au Ministère Fédéral de la Coopération et du Développement (BMZ). Pendant ce temps, il était principalement chargé d'organiser la représentation du BMZ lors du 5^{ème} Sommet UA-UE à Abidjan, Côte d'Ivoire. M. Groß est titulaire d'un Master en économie agricole de l'Université Humboldt de Berlin et d'une licence en science agricole de l'Université de Bonn. Pendant ses études, il s'est principalement intéressé au secteur agricole des pays en voie de développement. Par conséquent, son mémoire de Master a porté sur la chaîne de valeur de moringa et du karité, s'appuyant sur des travaux de recherche exécutés dans ce domaine au Nord du Ghana. Il a également été stagiaire à la GIZ, où il a acquis une grande expérience dans le domaine de l'appui de la GIZ aux chaînes de valeurs. Il a contribué au travail de l'unité suivi & évaluation du large programme-cadre de la GIZ "Les chaînes de valeurs agricoles pour un développement durable" (A4SD), qui se concentre sur les chaînes de valeur du coton, du riz, du cajou et du cacao en Afrique subsaharienne. Hormis de sa langue maternelle l'allemand, il parle anglais et français.



martin.gross@afci.de



nadine.loridan@afci.de

Nadine Loridan a rejoint AFC en tant qu'assistante de projet en avril 2018, étant principalement affectée au département anglophone d'AFC. Suite à ses études de français, d'allemand et d'histoire de l'art, elle a suivi une formation d'assistante trilingue. M. Loridan a travaillé dans l'industrie pour des sociétés à Bonn (Guillaume-Werke, Kautex Maschinenbau et Mecafrance), respectivement dans les services export et administration. Outre cela, elle a travaillé pendant 15 ans pour l'Association allemande de l'industrie du sucre dans les services commerce international, législation alimentaire et relations publiques. En dehors de l'allemand, sa langue maternelle, elle parle couramment français et anglais.

Anne Marie Mandiamy a rejoint AFC comme gestionnaire financière et des contrats en mai 2018. Elle a commencé sa carrière dans le domaine de l'humanitaire et du développement après avoir passé son diplôme en anthropologie et linguistique à l'Université d'Heidelberg. Mme Mandiamy a travaillé pour diverses organisations internationales à but non lucratif, se concentrant sur l'Afrique subsaharienne dont le Sénégal, la Guinée Bissau, l'Angola, la République démocratique du Congo, le Sud-Soudan, le Kenya et l'Ouganda. Avant de prendre son poste chez AFC, Mme Mandiamy a vécu et travaillé au Sud-Soudan pendant presque quatre ans, dont les deux dernières années en tant que Directrice nationale pour HELP - Hilfe zur Selbsthilfe. Ses tâches comprenaient la gestion de projet, la planification financière, le développement et la budgétisation de projets, ainsi que le controlling et le suivi-évaluation. Elle parle entre autres couramment français, allemand, anglais et créole portugais.



annemarie.mandiamy@afci.de



miriam.ohlmeyer@afci.de

Miriam Ohlmeyer a rejoint AFC comme gestionnaire financière et des contrats en novembre 2017. Elle est titulaire d'un Master en migration internationale et relations interculturelles. Durant ses études, elle s'est penchée sur le lien entre la migration et le développement. Pour son mémoire de Master sur les stratégies familiales et migratoires, elle a mené des recherches sur le terrain en milieu rural au Mexique. Le travail de Mme Ohlmeyer au BMZ et au Service civil pour la paix, de même que pour différents projets sur des questions de migration et des droits indigènes au Brésil, au Mexique et en Australie, a renforcé son intérêt pour la coopération au développement. Mme Ohlmeyer a également travaillé pour le programme MobiPro-EU à l'Agence fédérale pour l'emploi, appuyant la promotion de la mobilité professionnelle des jeunes issus d'autres pays européens et intéressés à suivre une formation professionnelle en Allemagne. Elle était chargée de conseiller de potentiels bénéficiaires au niveau des questions financières et techniques. Forte de son expérience avec les audits financiers d'organisations participantes, elle a acquis des connaissances approfondies en suivi financier et contrôle de gestion de projets financés par des fonds publics. En dehors de l'allemand, sa langue maternelle, elle parle anglais, espagnol, portugais et français.

Agnieszka Windel a rejoint AFC en août 2018, faisant la jonction avec son précédent travail en tant que chargée de projet et consultante dans le développement du secteur financier en différents endroits. En tant que conseillère long-terme spécialisée en microfinance, elle a mis en œuvre un programme de downscaling en Ouzbékistan et un programme de mise à niveau en Mongolie. Elle a également installé des banques de microfinance en Azerbaïdjan et Tanzanie. Mme Windel a successivement mis en place des unités spécialisées dans le financement des PME dans des banques commerciales et des établissements financiers et a été responsable de l'élaboration d'outils d'évaluation de crédits, de l'ébauche de procédures de prêt, de l'élaboration et de l'exécution de formations pour agents de prêt. Elle a acquis de l'expérience dans différentes fonctions allant du directrice d'agence à chef du service crédits et directrice générale adjointe d'une banque de microfinance. Mme Windel a également réalisé des études de faisabilité pour des nouvelles banques de microfinance en Sierra Leone et au Nigéria. Lors de sa précédente fonction chez AFC, Mme Windel a essentiellement contribué à l'expansion du département Développement du secteur financier et mis en œuvre des projets d'assistance technique dans le domaine des énergies renouvelables et du financement de l'efficacité énergétique. Elle est titulaire d'un diplôme en études culturelles et en économie de l'Université Viadrina à Francfort (Oder). En plus de sa langue maternelle le polonais, elle parle allemand, anglais et russe.



agnieszka.windel@afci.de

Susana Zschocke a rejoint AFC en août 2018 après avoir travaillé pendant cinq ans pour l'ONG Welthungerhilfe (Lutte contre la faim dans le monde/ WHH) au Rwanda, en Ouganda, à Madagascar et au Burkina Faso. En tant que directrice de programme et responsable du suivi-évaluation, elle a élaboré des programmes nationaux et la planification financière pour des missions de WHH, ainsi que des systèmes et outils de suivi-évaluation. Mme Zschocke a réalisé et supervisé 15 projets dans les domaines sécurité alimentaire et nutritionnelle, agriculture et adaptation au changement climatique, développement rural, chaînes de valeur, WASH, prévention des catastrophes et gestion des ressources naturelles. Elle a également organisé et développé le cofinancement et le parrainage de ces projets. Responsable de la communication entre le siège, les bailleurs, les partenaires des consortiums et les autres acteurs, Mme Zschocke a développé et mis en place des modules de formation en gestion et suivi-évaluation pour le personnel national et international. Mme Zschocke a dirigé et supervisé de nombreuses études et enquêtes (études de faisabilité, études de ligne de base, évaluations à mi-parcours/ de fin de projet et de l'impact et études sur des sujets anthropologiques). Elle a fait des études de sciences politiques, français et droit international à l'Université de Bonn et à Sciences Po à Paris. Les langues maternelles de Mme Zschocke sont l'allemand et l'espagnol. Elle parle aussi français et anglais et a des notions basiques du malgache et de l'italien.



susana.zschocke@afci.de

Ahmad Janjan a rejoint AFC Agriculture and Finance Consultants en août 2017 comme stagiaire dans l'équipe Agriculture & Agribusiness du Département anglophone. Il est titulaire d'une licence en ingénierie agricole de la Faculté d'horticulture de l'Université d'Alep en Syrie avec une spécialisation en agriculture bio. M. Janjan a occupé diverses fonctions en tant qu'ingénieur agricole dans plusieurs organisations gouvernementales en Syrie. Ses tâches comprenaient des prestations de conseils, la mise en œuvre, la supervision et le reporting. En Syrie il était en charge de l'élaboration et la création des vergers, en particulier des oliviers et des vignes. Il parle couramment arabe et anglais, et bien allemand. Il a des connaissances moyennes du turque.



ahmad.janjan@afci.de

En août 2018, **Claus Breuer** a rejoint AFC comme stagiaire pour devenir assistant en gestion industrielle. Auparavant, il avait travaillé depuis janvier 2018 comme agent de soutien administratif dans le Département finances, comptabilité et contrats.

M. Breuer a fait des études de sciences politiques, sciences médiatiques et ethnologie à l'Université de Bonn. Il a fait du volontariat pour des ONG telles que Germanwatch et Greenpeace.

Il parle allemand et anglais et possède des connaissances basiques en français.



claus.breuer@afci.de

Projets d'AFC dans le monde



Nouveaux projets d'AFC dans le monde

- Burkina Faso. Gestion du Programme de Croissance Economique dans le Secteur Agricole (PCESA II). DANIDA. 01/2018 – 12/2020. AFC (partenaire) – NIRAS (responsable).
- Burkina Faso. Programme global : Protection des sols et remise en état des sols dégradés. GIZ. 01/2018 – 06/2021. AFC (partenaire) – GOPA-RDE (responsable).
- Cameroun. Finance digitale. BM/IFC. 05/2018 – 08/2018. AFC (responsable) – Amarante & ADG (partenaires).
- Chine. Parc de démonstration sino-allemand de production agricole et d'agrotechnologie, phase II. Ministère fédéral allemand de l'alimentation et de l'agriculture (BMEL) 07/2018 – 07/2021. AFC.
- Allemagne. Appui du développement des compétences et des processus d'apprentissage. GIZ. 02/2018 – 01/2019. AFC (partenaire) – Denkmodell (responsable).
- Ghana. Centre d'innovation verte. GIZ. 03/2018 – 06/2020. AFC.
- Inde. Centre d'innovation verte. GIZ. 2018 – 03/2019. AFC.
- Jordanie. Renforcement du secteur de la microfinance, supervision à distance. GIZ. 04/2018 – 09/2018. AFC.
- Kenya. Programme global : Protection des sols et remise en état des sols dégradés. GIZ. 01/2018 – 12/2019. AFC (partenaire) – GOPA (responsable).
- Kirghizistan. Développement économique durable. GIZ. 06/2018 – 11/2019. AFC.
- Laos. Renforcement des capacités pour les établissements financiers participants . BM. 06/2018 – 10/2018. AFC (partenaire) – ADG (responsable).
- Madagascar. Assistance technique pour la mise en œuvre du programme d'appui financier pour les chaînes de valeur inclusives au Nord de Madagascar. UE. 09/2018 – 06/2024. AFC (responsable) – PRO-MAN, I&D, GOPA (partenaires).
- Madagascar. Mise en place d'une Institution de Gestion du Fonds National de l'Énergie Durable (FNED). GIZ. 05/2018 – 10/2018. AFC.
- Madagascar. Projet sur l'assurance climat (PrAda). GIZ. 07/2017 – 02/2020. AFC.
- Mali. Programme national d'appui au sous-secteur de l'irrigation de proximité (PASSIP). GIZ. 03/2018 – 04/2019. AFC (responsable) – ECO Consult (partenaire).
- Mauritanie. PELIMIR/RIMRAP : Composante recherche et formation. GIZ. 01/2018 – 06/2020. AFC (responsable) – ECO & IRAM (partenaires).
- Moldavie. Les vergers. BEI. 05/2018 – 04/2021. AFC (responsable) – ADG & BSI (partenaires).
- Myanmar. Appui de la mise en place du Programme de développement du commerce au Myanmar. GIZ. 12/2017 – 12/2018. AFC.
- Niger. Sécurité alimentaire et nutritionnelle et développement agricole durable (CRS-SANAD). UE. 03/2018 – 10/2021. AFC (responsable) – CA17, ADE, GOPA-RDE (partenaires).
- Nigéria. Promotion de la croissance et de l'emploi au bénéfice des pauvres au Nigéria. GIZ. 09/2018 – 02/2020. AFC.
- Palestine. Fonds d'assurance-dépôts. KfW. 03/2018 – 02/2021. AFC.
- Régional. Contrat cadre 1^{ère} partie. UE. AFC (partenaire) – NIRAS (responsable).
- Régional. Contrat cadre 6^{ème} partie. UE. AFC (partenaire) – KPMG (responsable).
- Syrie. Mesures de développement organisationnel pour l'Organisation générale syrienne de multiplication des semences (GOSM). GIZ. 01/2018 – 12/2018. AFC.
- Togo. Assistance technique pour la mise en œuvre du projet « Structuration et amélioration de la formation agricole et rurale et de l'insertion » (SAFARI). AFD. 09/2018 – 05/2021. AFC.
- Tunisie. Étude de faisabilité dans le cadre du programme d'appui pour la promotion de l'entrepreneuriat en Tunisie. KfW. 08/2018 – 09/2019. AFC.
- Ouganda. Programme de promotion de l'agrifinancement : Financement de la biodiversité. KfW. 02/2018 – 01/2021. AFC.
- Ouganda. Amélioration de l'utilisation des données du système de référence de crédit par les établissements participants et la Banque d'Ouganda. KfW. 03/2018 – 12/2018. AFC.



AFC

Agriculture & Finance Consultants

AFC Agriculture and Finance Consultants GmbH
Dottendorfer Str. 82
53129 Bonn
Allemagne

Directeurs généraux :
Johannes Buschmeier et Wolfgang Schmitt

Téléphone : +49-228-98 57 97 0
Fax : +49-228-98 57 97 9

Web : www.afci.de
Email : info@afci.de

Lieu d'exécution et de juridiction : Bonn
Registre du commerce : HRB 3640
N° ID TVA : DE 122 111 231

Crédits photos des actus : AFC et partenaires